

Karumag

By

EW'AG

OCTOBRE 2025 N° 197

ILLETTRISME

Des solutions concrètes
et adaptées

INDUSTRIE

Un patrimoine collectif
à défendre

CULTURE

Basse-Terre dévoile
sa programmation

**Axelle
Tiedrez-
Daijardin**

directrice I-Nova
Guadeloupe

« PASSER DE LA
RECHERCHE À
L'INNOVATION »

DOSSIER

**URBANISME
ET CLIMAT**

NOUVELLE GÉNÉRATION,
NOUVELLES NORMES

Que

404

Page Not Found



pour les pros

Votre vie de pro mérite Orange Pro.

Avec la solution 5G Work, profitez depuis votre bureau du Très Haut Débit en illimité sur le réseau 5G d'Orange.



Découvrez toutes nos solutions Pros

Flybox 5G+ nécessaire (location incluse). Réservée aux particuliers pour toutes nouvelles souscriptions. Connexion accessible exclusivement au domicile du client aux Antilles-Guyane sous couverture 5G. Débit maximum théoriques de connexion aux Antilles françaises : jusqu'à 2,6 Gbit/s en réception et jusqu'à 140 Mbit/s en émission en zones couvertes en 3,5GHZ. Disponible uniquement dans les zones couvertes en 5G (déploiement en cours). Offre non compatible Open. Perte de la remise en cas de changement d'offre. Sous réserve d'éligibilité et de compatibilité technique sur réseaux compatibles. Détails et conditions sur orangecaraibe.com. 10/25 © Orange S.A au capital de 10 640 226 396 € Siège Social : 111, quai du Président Roosevelt 92130 Issy les Moulineaux 380 129 866 RCS Nanterre.



Pro

Le poids des images

Exposés au Quai Branly dans le cadre de l'exposition *Amazônia. Créations et futurs autochtones*, les collages de Denilson Baniwa entrecroisent photographies anthropologiques et culture populaire, interrogeant ainsi le rôle des images passées dans la construction de nos représentations actuelles.

La primatologue Jane Goodall en savait quelque chose : « J'ai fini par accepter le fait qu'il y avait deux Jane : celle qui vous parle et l'icône qui a été créée », admettait-elle. Jane Goodall éminente scientifique britannique... Jane Goodall éternelle jeune femme blonde, seule au milieu des primates. Scientifique et militante, Jane Goodall s'en est allée en faisant de la protection de notre habitat et de sa biodiversité la bataille d'une vie.

À l'approche de la COP30, c'est l'engagement d'une génération de professionnels de l'habitat que nous avons souhaité mettre en lumière dans notre dossier, où, là aussi, les modèles hérités du passé se heurtent aux enjeux contemporains, avec l'impérieuse nécessité de réapprendre à construire dans un contexte donné. Ici, on se projette, on façonne de nouveaux modèles, on reconstruit l'existant, on reprend le pouvoir.

Et si l'*empowerment* était une couleur, ce serait certainement le rose, qui habille toutes les couvertures de nos éditions d'octobre, symbole de l'engagement d'EWAG dans la lutte contre le cancer du sein. Encore une image pour changer le monde...

Mathieu Rached et Floriane Jean-Gilles
Rédacteurs en chef
Guadeloupe Martinique Guyane

édito

EWAG

Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadInMag** et **SoualiMag**
sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos
magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail :
prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrice de la diffusion
Audrey Barty (0696 28 84 79)

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION
Rédacteurs en chef
Mathieu Rached – Floriane Jean-Gilles

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Sarah Balay – Sandrine Chopot
Laetitia Juraver – Axelle Dorville
Caroline Babin – Colette Coursaget

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann – Lou Denim
Stéphane Juret – Aliocha
Christophe Fidole

Photo couverture
Lou Denim

Design graphique
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (0696 74 00 22)

AGENCES
Martinique
Émilie Valérius (0696 81 60 43)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Guadeloupe
Audrey Béral (0690 27 82 22)
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)
Angela Fontana (0691 24 28 92)
Marie Prat (0690 56 72 84)

Assistante commerciale
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIFFUSION
Brand content manager
Anouck Talban

**Cheffe de projet contenu
& social media manager**
Léo Vignocan (0696 28 75 26)

VIDÉO
JRI
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)
Sariatha Boulard (0696 28 84 87)

DISTRIBUTION
Guyamag: iguanacom (0694 26 55 61)
Karumag: BD Locations (0690 80 15 99)
MadInmag: M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des
articles et illustrations publiés dans ce magazine
est interdite. EWAG décline toute responsabilité
pour les documents remis.



Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane,
Imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de
forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé
à 100% avec des encres respectueuses de
l'environnement et conforme à la norme
imprim'vert.

EWAG GUADELOUPE - SIÈGE
Rue H. Becquerel - BP 2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE
5 Chemin Grant
Lottissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest
Hemingway, ZAC Etang Z'abricot,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14



Allianz



Une meilleure rentabilité

Vous nous faites confiance pour assurer vos biens, votre famille ou votre activité.
Allianz, ce sont aussi des placements financiers et des solutions adaptées
à vos capacités et vos attentes pour offrir une meilleure rentabilité à votre épargne.
Rendez-vous en agence Allianz ou sur outre-mer.allianz.fr



Document à caractère publicitaire
Allianz Vie - Entreprise régie par le Code des assurances - Société anonyme au capital de 681.879.255 euros - Siège social : 1 cours Michélet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex - 340 234 962 R.C.S. Nanterre



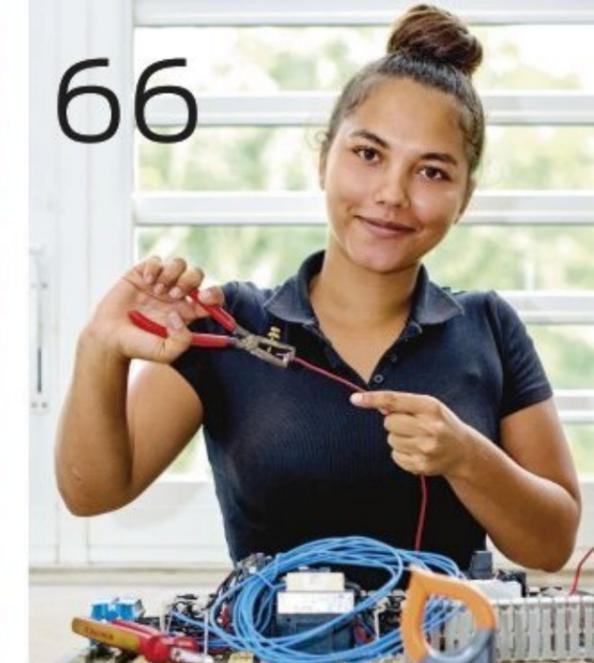
22



64



58



66



30



40



72

À LA UNE

8/ **I-Nova**. Inventer demain, ici et maintenant

TERRITOIRES

12/ Illettrisme : actions choc dans les territoires

14/ Image du mois

16/ En chiffres

18/ Brèves

20/ **Ville de Basse-Terre**.

Capitale du patrimoine vivant

22/ **UDE-MEDEF et la Fédération des entreprises d'Outre-mer**.

« C'est le combat de tous »

26/ «**Que cherchez-vous ?**»

Quand l'expérience fait compétence

ENTREPRISES

28/ **Carrière d'Ultramarin**.

Madame la présidente

30/ **SIG**. Un centre de la relation client pionnier aux Antilles

34/ **Digicel Business**. La connectivité, levier de compétitivité

36/ **SERAC**. Entreprises inclusives cherchent alternants

40/ **Mamma Mia**. Jeunesse au menu

DOSSIER

// **Urbanisme**
nouvelle génération, nouvelles normes

42/ Dossier de la rédaction

58/ **Ordre des Architectes de Guadeloupe**.
Sans coopération, pas de projet !

60/ **Sikoa**. Constructions et réhabilitations : à conjuguer pour améliorer la qualité de vie

62/ **Office de l'eau**. Les eaux de l'archipel sous haute surveillance

64/ **Établissement public foncier**. Devenir propriétaire ? Oui c'est possible !

66/ **CFA de Guadeloupe**. Redorer le blason du BTP !

68/ **Kazarecycle**. L'insertion par les métiers de la mer : défi relevé !

EXPERTISE

70/ **Bonfilon.info**. Ça chiffre : l'emploi local en 2025

72/ **FNAIM Guadeloupe et Îles du Nord**.

Succession : un enjeu patrimonial majeur

74/ **5 choses à savoir** sur le CDI intérimaire

LIFESTYLE

76/ De l'art de raconter des histoires

78/ Instant déco

79/ 45 minutes (ou presque) pour mieux comprendre... la « loi Duplomb » ?

80/ **Ewag buzz** : ce qu'il ne fallait pas louper

sommaire

INVENTER DEMAIN, ICI ET MAINTENANT

En Guadeloupe, I-Nova transforme les idées en projets concrets. La technopole fédère ainsi chercheurs, entreprises, investisseurs et collectivités, et place l'innovation au cœur du développement durable et du rayonnement du territoire. Rencontre.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

Présentez-nous I-Nova ainsi que son rôle dans l'écosystème de l'innovation en Guadeloupe ?

Axelle Tiedrez-Dajardin, directrice I-Nova Guadeloupe : I-Nova a été propulsée par la Région Guadeloupe pour stimuler le développement économique par l'innovation. Après une phase expérimentale en 2018, la structure a été officiellement créée en 2022. Basés à Jarry (Baie-Mahault), et financés par des fonds européens et régionaux, nous fédérons tous les acteurs de l'écosystème – entreprises, chercheurs, investisseurs, acteurs publics, société civile – pour créer un environnement favorable. Concrètement, toute personne, ayant validé une première preuve de concept, peut venir nous voir pour être accompagnée dans la transformation de son idée en solution.

Quels sont les profils qui composent aujourd'hui votre équipe et en quoi leur diversité est un réel atout ?

Nous sommes huit, aux profils variés et complémentaires, pour couvrir tous les aspects de l'innovation : R&D (recherche et développement), finance, stratégie de marché, levée de fonds et export. Je supervise la propriété intellectuelle et la stratégie d'innovation. Cette diversité nous permet un suivi 360° des projets, avec recours à des experts externes si besoin, selon un processus clair : diagnostic, objectifs et feuille de route.

Pourquoi le lien avec la recherche académique est-il si stratégique pour le développement de projets innovants ?

L'université des Antilles (UA) et l'INRAE*, membres fondateurs d'I-Nova, sont des partenaires clés. Nous valorisons ainsi les résultats de la recherche, favorisons le transfert technologique vers l'économie, accompagnons les jeunes docteurs vers l'entrepreneuriat et sensibilisons à la propriété

intellectuelle. Nous mobilisons aussi les laboratoires universitaires pour répondre aux besoins techniques des projets et développons des plateaux techniques afin d'accélérer la transformation des innovations en solutions concrètes pour notre territoire.

Quels sont les enjeux spécifiques de l'accompagnement de projets innovants et comment I-Nova y répond-elle ?

Accompagner l'innovation, c'est gérer des enjeux complexes : R&D, certifications, financements ou encore propriété intellectuelle. Chez I-Nova, nous adaptons notre soutien à chaque étape. Pour les brevets, par exemple, nous aidons les porteurs à analyser l'état de l'art* et à évaluer la pertinence d'un dépôt. Côté financement ou R&D, nos experts les conseillent, structurent leur démarche et facilitent les bonnes mises en relation. L'objectif : gagner du temps et maximiser les chances de succès.

Les Caribbean Innovation Days approchent : quelle place cet événement occupe-t-il dans votre vision de l'innovation en Guadeloupe et dans la Caraïbe ?

C'est un rendez-vous clé pour l'écosystème de l'innovation, pensé comme un espace de co-construction et de prospective. Nos marchés naturels sont ceux où nos solutions innovantes répondent à des enjeux similaires à ceux que nous rencontrons ici, à savoir la Caraïbe, l'Amérique du Sud et l'Afrique, parfois l'Europe, mais principalement sur des enjeux de résilience et avec des voies d'accès différentes. L'événement permettra aussi de débattre de cette singularité et de mieux intégrer nos innovations dans les réseaux nationaux et européens.

Y a-t-il un projet soutenu par vos équipes qui incarne la façon dont I-Nova fait la différence ?

Nous accompagnons, par exemple, Karusphère,

société de recherche appliquée, dans la création d'une startup issue de ses travaux sur le monitoring préventif et l'impact des brumes de sables dans la Caraïbe, via une plateforme d'aide à la décision. Au-delà de l'accompagnement 360° proposé par Deep & Rise*, nous avons facilité sa co-incubation à MétéoFab et son parcours au concours i-LAB 2025. Un exemple concret de notre valeur ajoutée.

*État de l'art : inventaire de ce qui existe déjà dans un domaine donné.

*INRAE : Institut national pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

* Programme porté par I-Nova, d'incubation de projets innovants

« Concrètement, toute personne, ayant validé une première preuve de concept, peut venir nous voir pour être accompagnée dans la transformation de son idée en solution ».

Axelle Tiedrez-Dajardin,
directrice I-Nova Guadeloupe.



Claudia Philibert (chargée de mission R&D agro transformation), Émilie Erambert (chargée marketing, communication et événementiel junior), Gary Kodaday (chargé d'affaires Accompagnement des entreprises innovantes), Axelle Tiedrez-Dajardin (directrice de la Technopole I-Nova), Cédric Coco-Viloin (chargé de mission R&D), Vaneeta Maharaj (responsable administrative et financière), Vitry Nebot (responsable marketing, communication et événementiel), Raïssa Goubin-Kern (conseillère Développement Innovation) et Chelsea Boudine (chargée d'affaires junior Accompagnement des entreprises innovantes)

Connecter, innover, rayonner

Du 1er au 4 décembre, sur le site de l'université des Antilles (Les Abyrnes), la Guadeloupe accueille un double événement dédié à l'innovation ultramarine : Outre-mer French Tech Days et Caribbean Innovation Days. Ces rencontres connectent startups, chercheurs et acteurs économiques pour valoriser les savoirs locaux, stimuler la coopération régionale et internationale, structurer des filières partagées et faciliter l'accès à de nouveaux marchés dans la Caraïbe, en Afrique et en Europe.



Nicolas Verres et Axelle Tiedrez-Daijardin

DES HAMPES DE BANANIERES AUX EMBALLAGES ÉCO-RESPONSABLES

Accompagné par I-NOVA, Nicolas Verres a créé la première unité de production locale de papier et d'emballages à partir de déchets verts.

« C'est un projet guadeloupéen, innovant, tourné vers l'économie circulaire et le développement durable. Peut-être même le début d'un autre mode de fonctionnement... ». Il y a cinq ans, rien ne prédestinait Nicolas Verres, commercial dans la téléphonie mobile, à devenir entrepreneur, encore moins à la tête d'une société innovante. En 2019, il relève pourtant un défi audacieux : imaginer une alternative locale aux emballages polluants ! « Avec l'interdiction des plastiques à usage unique, il fallait trouver une solution, notamment pour la restauration rapide, très populaire chez nous », explique-t-il.

Quelques mois plus tard, il participe au concours I-Nova et séduit le jury avec une idée novatrice : valoriser la hampe des bananiers, un déchet abondant et fibreux, qui pourrit sur les exploitations (jusqu'à 7 000 tonnes par an). Récompensé, il bénéficie de l'accompagnement de partenaires mandatés par I-Nova ainsi que des subventions de l'ADEME (agence pour la transition écologique), du Département et de la Région. L'aventure prend forme en août 2020 avec la création de LVDEV : La valeur des déchets verts.

« Un vrai besoin »

Aujourd'hui, l'unité pilote, implantée à Gourbeyre, fabrique déjà un papier d'emballage recyclable et biodégradable utilisé par des artisans, artistes et agro-transformateurs. Mais ce n'est qu'une étape. « Mon objectif est de produire des emballages avant tout alimentaires (papier, barquettes, assiettes...), poursuit Nicolas. Les études de marché montrent que c'est dans ce secteur qu'il y a le plus de gaspillage et donc un vrai besoin ». L'entrepreneur a collaboré avec l'Institut national polytechnique de Grenoble pour faire valider son process. Mais doit encore obtenir les certifications environnementales et sanitaires exigées par l'ADEME. I-Nova, quant à elle, poursuit son accompagnement. « Aujourd'hui, la preuve du concept est faite, précise Axelle Tiedrez-Daijardin, directrice d'I-Nova. Nous travaillons désormais sur le développement de la structure : dimensionner l'activité, anticiper les besoins en ressources humaines, sécuriser les aspects environnementaux, etc. L'objectif est de passer d'une production artisanale à une échelle semi-industrielle, voire industrielle. Cela implique d'automatiser certaines étapes jusque-là manuelles, tout en garantissant la même qualité de papier et de pâte, et en quantité suffisante pour répondre à la demande ».



POUR UNE ÉCONOMIE PLUS JUSTE

Portée par Toya Vertil, Yure est une fintech guadeloupéenne dédiée à l'inclusion financière. Elle prépare le lancement d'un terminal de paiement permettant aux commerçants, en marge de la digitalisation, de centraliser leurs transactions et à terme, d'activer pour leurs clients des comptes bancaires avec carte associée.

Accompagnée par I-Nova via le dispositif Deep & Rise, la startup a pu consolider son business plan et bénéficier d'un appui technique et financier décisif avec un déploiement prévu en Afrique de l'Ouest, au Brésil et aux Antilles-Guyane.



L'INNOVATION AU SERVICE DE LA DOULEUR CHRONIQUE

La société MAG-C. CuRe, fondée par le chercheur Yann Lamarre, transforme la recherche sur la drépanocytose* en solutions thérapeutiques innovantes à base de cannabinoïdes, en

fédérant cliniciens, biologistes et pharmaciens autour du programme Cannova. I-Nova l'accompagne pour passer de la recherche à l'entrepreneuriat : structuration du business model, préparation au concours I-Lab, accès aux financements et mise en réseau avec experts et mentors. *Drépanocytose : première maladie génétique au monde.

INRAE, MOTEUR SCIENTIFIQUE AU SEIN D'I-NOVA

Membre d'I-Nova, l'INRAE (Institut national pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) met son expertise et sa logistique au service de l'écosystème d'innovation guadeloupéenne, notamment dans les domaines du système alimentaire et de la bioéconomie. L'outil coconstruit avec la technopole s'articule autour de quatre volets : fermes agroécologiques et climato-résilientes ; laboratoire de services pour l'analyse d'échantillons ; halle technologique dédiée aux produits biosourcés ; espace de formation et d'accueil de porteurs de projets. « Cette démarche collaborative, conduite avec d'autres partenaires (CIRAD, université, instituts techniques...), place la recherche et l'innovation au service du développement économique local et de la transition agroécologique », précise Harry Archimède, président du centre de l'INRAE Antilles Guyane.



UN INTRANT NATUREL CONTRE LES CHAMPIGNONS

À 35 ans, Pauline Dentika représentera la Guadeloupe, dans quelques semaines, lors de la finale nationale du Starthèse Challenge 2025, concours

porté par l'UA et soutenu par la technopole I-Nova. Docteure en sciences agronomiques et enseignante au lycée agricole de Baie-Mahault, elle défend Plantévia, un projet qui utilise la fermentation de l'ail pour créer un intrant naturel qui a le potentiel de protéger les cultures contre les champignons en dépit du climat. Objectif : offrir aux producteurs des zones tropicales une solution stable, pouvant se conserver plus longtemps, afin de sécuriser leurs récoltes et surtout encourager une agriculture plus durable. Encore en recherche de financements pour tester et valider ses molécules, Pauline compte sur ce concours pour donner à son innovation l'élan nécessaire.



UN PONT ENTRE RECHERCHE ET INNOVATION

L'université des Antilles, un des membres fondateurs d'I-Nova, travaille en étroite collaboration avec la technopole, via la direction de la recherche et de la valorisation,

pilotée par Mendy Bengougou Valérius et créée en 2023. Ce service relie monde académique et socio-économique, en soutenant les chercheurs, en sécurisant les financements, en protégeant les résultats et en favorisant leur diffusion ou leur exploitation. Ensemble, ils accompagnent les jeunes chercheurs pour transformer leurs découvertes en innovations concrètes, notamment grâce à des concours nationaux comme Starthèse et organisent toute l'année des ateliers thématiques (propriété intellectuelle, déclaration d'invention...). Ce partenariat facilite également les liens entre entreprise et chercheurs notamment par l'utilisation des plateaux techniques pour la recherche et le développement des acteurs territoriaux.



TRANSFORMER LES SARGASSES EN CUIR VÉGÉTAL

Océanne Cipolloni transforme les sargasses en cuir végétal, souple, résistant et imperméable. Une alternative innovante au cuir animal. Docteure en biologie marine, elle a fait émerger ce projet de

sa thèse, soutenue en 2023 à l'université des Antilles, sur la contamination des algues brunes. Sa startup (SargSea), créée il y a un an, est encore en phase de lancement et à la recherche de financements pour valider le processus de descontamination. En septembre, elle a présenté son projet lors de la finale régionale du Starthèse Challenge, soutenu par I-Nova. « Le cuir, à base de sargasses, n'est pas juste un produit, explique Océanne. C'est un projet à fort potentiel économique, environnemental et international, capable de générer emplois et marchés durables ».

ILLETTRISME :

ACTIONS CHOC DANS LES TERRITOIRES

En outre-mer, où l'illettrisme reste plus élevé qu'à l'échelle nationale, les territoires déploient des solutions concrètes et adaptées aux spécificités locales. Tour d'horizon.

Texte Sarah Balay

Depuis 2013, chaque mois de septembre, l'agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) pilote des journées d'action sur tous les territoires. En 2025, le mot d'ordre est : *Apprendre, c'est reprendre le contrôle.*

Particulièrement concernés, les territoires ultramarins se sont mobilisés, notamment en Guadeloupe qui a décliné plus de 60 manifestations sur quinze jours (ateliers, rencontres, portes ouvertes, etc.) entre le 9 et le 26 septembre.

Pour rappel, l'illettrisme concerne « toutes celles et tous ceux qui, après avoir été scolarisés en langue française, ne disposent pas des compétences de base nécessaires en lecture, écriture, calcul, numérique, pour être autonomes dans des situations simples de la vie quotidienne ».

À ce jour, selon la dernière enquête FLV (formation tout au long de la vie) conduite par l'INSEE* et l'ANLCI, fin 2022, l'illettrisme touche 1,4 million de personnes dans l'Hexagone, soit 4 % de la population des 18-65 ans. L'enquête indique toutefois qu'il existe 2,5 fois plus de risque d'être en forte difficulté pour les personnes résidant en outre-mer.

En effet, 25 % des Ultramarins rencontrent de fortes difficultés avec les compétences de base contre 10 % des personnes résidant dans l'Hexagone. L'illettrisme en outre-mer s'explique notamment par la présence d'autres langues maternelles et les difficultés socio-économiques (voir chiffres).

Mais à problème spécifique, solutions spécifiques : face à des réalités locales marquées par des langues maternelles différentes et des contextes socio-économiques particuliers, les territoires ultramarins ont tout intérêt à développer des actions adaptées.

Par exemple, la Guadeloupe offre, depuis

2025, une formation universitaire unique en France (FFASILL). Dispensée par l'INSPE**, elle vise à former des professionnels capables d'accompagner les adultes en situation d'illettrisme, en particulier dans un contexte créolophone. Idem à la Réunion avec un nouveau DU FILA OI (formation de formateurs en illettrisme et alphabétisme dans l'Océan Indien) proposé par l'université locale. En Martinique, le plan 100 % lecteurs vise, sous le parrainage de l'écrivain Patrick Chamoiseau, à améliorer les compétences en lecture des élèves en déployant des actions ciblées dans les établissements scolaires.

À Mayotte, enfin, un plan de lutte contre l'illettrisme 2025-2027, doté d'un budget de 23 millions d'euros, prévoit 25 actions concrètes pour améliorer l'autonomie des adultes en difficulté.

*INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

**INSPE : Institut national supérieur du professorat et de l'éducation

Le taux d'illettrisme des 18-64 ans est de 4 % dans l'Hexagone

Guadeloupe : 9 %

Martinique : 8 %

Réunion : 12 %

Guyane : 21 %

Mayotte : 61 % des adultes sont en difficulté à l'écrit en langue française

(Source : INSEE, 2022)

Le saviez-vous ?

- Une personne en situation d'illettrisme ne parle pas français.

FAUX. L'illettrisme est la situation d'une personne qui a été scolarisée en France, mais qui n'a pas acquis une maîtrise suffisante de la lecture, de l'écriture et du calcul (compétences de base).

- Illettrisme et analphabétisme, c'est pareil

FAUX. Une personne en situation d'illettrisme a été scolarisée, alors qu'une personne en situation d'analphabétisme n'est pas allée à l'école, en France ou à l'étranger.

- Lire, écrire et compter sont des compétences qui ne s'oublient pas

FAUX. Les enfants apprennent à lire, écrire et compter dès l'école, mais si ces compétences de base ne sont pas solidement acquises, consolidées et entretenues à l'âge adulte, elles peuvent s'estomper avec le temps.

- Les personnes en situation d'illettrisme ne peuvent pas travailler

FAUX. Plus de la moitié des personnes en situation d'illettrisme ont un emploi.

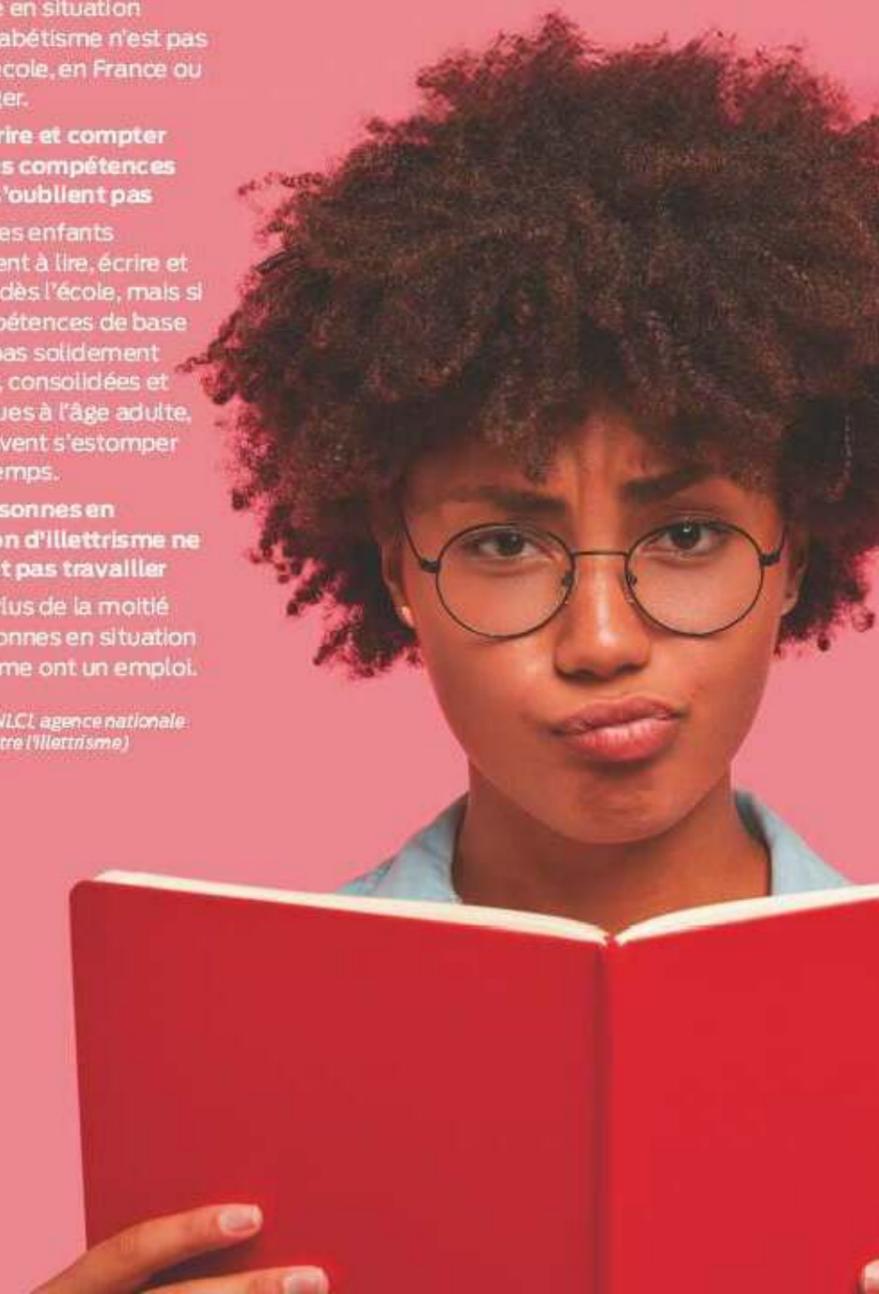
(Source : ANLCI, agence nationale de lutte contre l'illettrisme)

INFOS +

L'illectronisme, un défi sociétal

L'illectronisme ou « illettrisme numérique » désigne les adultes ne maîtrisant pas suffisamment les outils numériques pour accéder à l'information et agir en autonomie. En France, selon une enquête de 2021 réalisée par l'INSEE, 15 % des 15 ans ou plus sont en situation d'illectronisme, surtout les personnes âgées et les peu diplômés. L'illectronisme touche aussi les personnes en situation d'illettrisme, mais l'inverse n'est pas systématique.

(Source : ANLCI, agence nationale de lutte contre l'illettrisme)



FORÊT VIERGE



Roroima.

Organisée dans le cadre de la saison Brésil-France 2025, l'exposition **AMAZÔNIA. CRÉATIONS ET FUTURS AUTOCHTONES** vient de s'ouvrir à Paris, au musée du quai Branly Jacques Chirac. Elle prend le parti de présenter cette région, qui apparaît encore aux yeux des Européens comme un lieu plein de mystères, à partir des points de vue de ses premiers habitants, les peuples autochtones. Parmi la riche collection de photos, peintures, objets d'art et d'artisanat, on retrouve un travail de Denilson Baniwa qui procède en collant des images issues de la culture « pop » sur les photographies faites par les premiers anthropologues ayant sillonné l'Amazonie. En questionnant ainsi le rôle des images, des collectes ethnographiques et du savoir anthropologique dans la construction des stéréotypes, il laisse planer un parfum de science-fiction sur une rencontre entre des peuples, aussi absurde que violente.

AMAZÔNIA. CRÉATIONS ET FUTURS AUTOCHTONES
30 septembre 2025 – 18 janvier 2026
Musée du quai Branly Jacques Chirac

Denilson Baniwa, Contatos Imediatos de Terceiro Grau (Série des chasseurs coloniales), 2021, Collage numérique
Collection de l'artiste
© Denilson Baniwa

72 bateaux inscrits

50
bizuths

14
nationalités
différentes

144

skippers* :
dont 18 femmes, le seuil de 10 %
est atteint, mais la parité est encore
loin (5 équipages exclusivement
féminins et 8 duos mixtes).

*Nombre d'inscrits au 19 septembre

En chiffres

CAP SUR la route du café

La course baptisée Jacques Vabre pendant plus de 30 ans s'élançera sous un nouveau nom, Transat Café L'OR, dans quelques semaines. À l'approche du départ de la 17^e édition de la célèbre transatlantique en duo, présentation de ce nouveau cru.

DÉPART
le 26 octobre
du Havre
ARRIVÉE autour
du 6 novembre
en Martinique



0 retour en cargo
autorisé en 2025, le retour à la voile
est obligatoire pour toutes les classes.
C'est 48 tonnes de CO₂ évitées pour
un bateau de 12 m.

10 Ocean Fifty :
4 600 milles nautiques
(entre 10 et 14 jours)

18 IMOCA :
4 350 milles nautiques
(entre 10 et 14 jours)

40 Class40 :
3 750 milles nautiques (entre 14 et 16 jours)

4 ULTIM :
6 200 milles nautiques
(entre 10 et 14 jours)

14 ans de label
écoresponsable ADEME



Florence
Gourbeyre

CA
C'EST
VRAIMENT
NOUS!

ASSURANCE AUTO

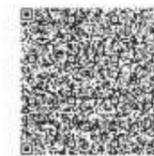
95 % DE CLIENTS SATISFAITS⁽¹⁾...

LA PREUVE DE NOTRE RÉACTIVITÉ

Un accrochage, un sinistre...

Avec notre assurance auto, vous êtes pris en charge rapidement et efficacement. Nos conseillers et notre appli « Mes Assurances » vous accompagnent à chaque étape, pour une déclaration simple et une gestion sans stress. Résultat : 95 % de nos clients sont satisfaits de la gestion de leur sinistre.

Et vous, qu'attendez-vous pour rouler l'esprit tranquille ?



Le contrat d'assurance Automobile est assuré par PACIFICA, filiale d'assurances dommages de Crédit Agricole Assurances, PACIFICA, S.A. au capital entièrement libéré de 455 425 €, entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 8-10 Boulevard de Vaugirard - 75274 Paris Cedex 15 - RCS Paris 352 358 065 - N° de TVA : FR 95 352 358 065. Ce contrat est distribué par votre Caisse Régionale de Mutuel de Guadeloupe, immatriculée auprès de l'ORIAS en qualité de courtier d'assurance sous le n° 07 029 540. Conditions et événements garantis indiqués au contrat.

(1) Enquête réalisée par Kantar du 14 octobre au 15 novembre 2022 auprès d'un échantillon de 2 123 clients particuliers du Crédit Agricole ou ICL assurés par Pacifica en Automobile, ayant eu un sinistre WAD ouvert et clos entre le 1^{er} octobre 2021 et le 30 septembre 2022.

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE GUADELOUPE, société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit. Siège social situé Petit-Pérou - 97176 Abymes Cedex, 314 560 772. RCS Pointe-à-Pitre. Société de courtage d'assurance immatriculée au Registre de l'ORIAS sous le n° 07 029 540 (www.orias.fr). Identifiant unique CTEO : FR234441_01UKPT.

AGIR CHAQUE
JOUR DANS VOTRE
INTÉRÊT ET CELUI
DE LA SOCIÉTÉ



GUADELOUPE

250

C'EST LE NOMBRE D'EMPLOIS DIRECTS QUE PROMET DE CRÉER L'INSTALLATION DU FUTUR PARC D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES (PAE) DE PIERREFONDS, À LA RÉUNION. SA LIVRAISON EST PROGRAMMÉE AU 3E TRIMESTRE 2027 ET COMPTE 10 000 M² DE SURFACES D'ACTIVITÉS.



GUADELOUPE

BRAVO !

La Guadeloupe unie et en force contre le cancer du sein. Initiées par le Lions club de Guadeloupe, les Foulées du ruban rose 2025 ont marqué un nouveau record de participation. Plus de 10 000 personnes se sont élancées sur le parcours de 6 km, au profit de la lutte contre le cancer du sein. Bravo à toutes et tous les participants !

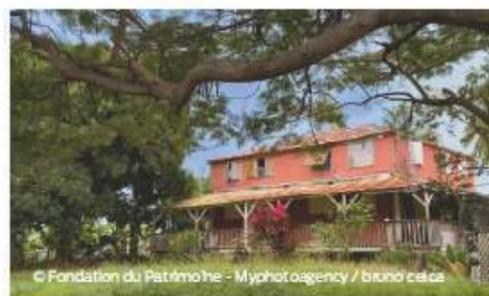


Filière Endométriose Martinique

MARTINIQUE

Soulager l'endométriose

La collectivité territoriale de Martinique (CTM) a récemment officialisé son partenariat avec la filière Endométriose Martinique (FENM). Cette initiative vise à améliorer le parcours de soins, la prévention et la coordination entre professionnels et institutions pour mieux accompagner les patientes touchées par cette maladie chronique qui touche une femme sur dix.



GUADELOUPE

NOUVELLE VIE POUR L'HABITATION DESCAMPS

Le mois dernier, la Mission Patrimoine, soutenue par Stéphane Bem, le ministre de la Culture et la Fondation du patrimoine ont dévoilé les 102 sites départementaux retenus pour l'édition 2025 du Loto du patrimoine. Parmi eux, figure le domaine de Birmingham à Baie-Mahault. Cette ancienne maison de maître, construite en 1830, va donc bénéficier d'un soutien financier pour sa restauration. Objectif : faire du site un espace polyvalent dédié aux concerts, expositions, mariages, séminaires ou résidence d'artistes.

CARAÏBES

Viva Samana !

La compagnie Air Caraïbes étoffe son réseau en République dominicaine avec une nouvelle liaison directe entre Paris Orly et la ville de Samana, à compter du 15 décembre prochain. Il s'agit donc de la 3^e destination desservie par la compagnie française après Punta-Cana et Saint-Domingue. Située au nord-est de la République dominicaine, Samana est une région, entre autres, réputée pour ses plages sauvages et ses paysages naturels.



SAINT-MARTIN

UNE MAISON POUR LE RSMA

Saint-Martin accueillera très bientôt la Maison du RSMA (régiment du service militaire adapté) implantée dans la commune de Marigot. Ce local facilitera l'accès au dispositif du RSMA basé en Guadeloupe pour les jeunes saint-martinois éloignés de l'emploi. Ce dispositif combine formation professionnelle, accompagnement social et éducatif et de l'aide à l'insertion.



PACIFIQUE

FINANCER LE POSITIF

Généreux, le consulat de Nouvelle-Zélande a lancé l'édition 2025 du New Zealand Consulate Fund, programme d'aides destiné aux microprojets en Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis-et-Futuna. Il s'adresse prioritairement aux associations, ONG et groupes communautaires engagés dans la culture, l'éducation, l'agriculture, l'environnement ou l'entrepreneuriat féminin.



Elle a dit

« La volonté de les inviter répond d'abord à une urgence climatique et puis à celle d'une phrase que j'entends : « Si on ne fait rien pour la Guyane, elle disparaîtra en 2050 » »

Ferielle Deriche, directrice du salon de l'immobilier bas-carbone organisé à Paris début septembre, en parlant de la Guyane invitée d'honneur (source : France Télévisions).

Culture

CAPITALE DU PATRIMOINE VIVANT

Trente ans après l'obtention du label « Ville d'Art et d'Histoire », la **Ville de Basse-Terre** place la culture au cœur de son identité et dévoile chaque semestre une programmation ambitieuse. Rencontre avec Stéphanie Melyon-Reinette, directrice de la culture et du patrimoine. Texte Joséphine Notte – Photo Lou Denim



Stéphanie Melyon-Reinette, directrice de la culture et du patrimoine de la Ville de Basse-Terre

Comment se construit la programmation culturelle de la Ville de Basse-Terre ?

La programmation culturelle est un outil pour faire rayonner les lieux emblématiques à travers la médiation culturelle et rapprocher les publics. Nous allons proposer une programmation annuelle pour 2026. Pour la sélection des thématiques, on s'assure que celles-ci reflètent l'identité de Basse-Terre et correspondent à sa politique culturelle. On s'interroge : comment mettre en résonance notre patrimoine ? Quelles histoires, quelles traditions et quels lieux raconter ? Comment partager à tous les savoirs vernaculaires et rendre véhiculaires les cultures de Guadeloupe ? Ce travail de taille prend environ 2 à 3 mois aux équipes

pour chaque programme. Nous voulons renforcer l'ADN culturel de Basse-Terre en faisant de son label « Ville d'art et d'histoire » la colonne vertébrale de sa politique culturelle et chacune de nos propositions doit valoriser notre architecture et nos sites patrimoniaux. On crée des événements tous publics où la culture devient vectrice de cohésion sociale.

Quelle vision portez-vous à travers cette programmation ?

Je cherche à développer une ligne éditoriale claire : la culture ne doit pas se limiter à une succession de spectacles ou d'animations. Elle doit dialoguer et se construire avec l'urbanisme, l'économie, l'histoire et la vie quotidienne. Nous avons besoin de transversalité et de synergies. Chaque lieu devient un lieu de diffusion, un vecteur de sens et de culture : maison patrimoniale, jardin, mais aussi quartier, boulevard ou place publique... La culture est à la fois un formidable levier de médiation sociale et un outil de développement, de transmission et d'édification. À Basse-Terre, elle doit servir à créer du lien et à transmettre la richesse des cultures guadeloupéennes dans toutes leurs diversités, en plus de la danse et de la musique traditionnelle.

Quels publics cherchez-vous à toucher ?

Tous ! Nous voulons une offre accessible et adaptée, notamment pour la jeunesse. Un axe à renforcer car peu d'acteurs culturels se spécialisent désormais dans ce domaine. Nous travaillons aussi pour les familles, les scolaires, les visiteurs et les habitants qui n'ont pas toujours conscience du patrimoine qui les entoure. Je souhaite que chacun se sente concerné, que la culture cesse d'être réservée à quelques initiés et devienne une expérience partagée par tous. On aspire aussi à fidéliser au fur et à mesure de nos opérations. C'est en ce sens que Basse-Terre construit son avenir culturel fidèle à son histoire et ouverte sur le monde caribéen.

BASSE-TERRE EN POLYPHONIES & MUSIQUES SPIRITUELLES

01 Pose de plaque. Chapelle Sainte-Thérèse, labellisée « Architecture Contemporaine Remarquable », Bas-du-Bourg, 14h00

10 Les Grands Oratoires. Olivier Marboeuf « Où sont nos monuments ? Pour une approche caribéenne de la Mémoire Vivante ». Auditorium, 19h00. 15€, 10€ (étudiants), 9€ (seniors)

11 SOUND SYSTEM. Jahlawa Sound. Maison Coquille, 20h00, Entrée libre

16 Conférence. « Histoire des Églises Catholiques de Basse-Terre », René Bélénus, historien. Autour du Trésor de l'Évêché, Maison du Patrimoine, 19h00, entrée libre.

17 Conférence. « Présentation de l'Étude de la DAC sur l'Architecture du XXème siècle et du label national ACR (Architecture Contemporaine Remarquable). Nathalie Ruffin, architecte urbaniste. Journées Nationales de l'Architecture 2025 « Architecture du Quotidien », Maison du Patrimoine, 19h00, entrée libre.

18 Balade Urbaine. Visite des Maisons labellisées Architecture Contemporaine Remarquable. Journées Nationales de l'Architecture 2025 « Architecture du Quotidien ». 10h00-12h00. RDV 9h45 devant la Maison du Patrimoine.

- Vernissage. ITINERANCES. Exposition Rétrospective de l'œuvre de Roger Arekian. Maison Coquille / Fort Delgrès 19h00

24 JAM TANBOU, Will'M. Maison Coquille, 20h00 – Entrée libre

26 Concert. YENKI GITA, un concept de Fred Deshayes. Après un lancement au Casino du Gosier, le chanteur et guitariste de SOFT présente ce nouveau concept réunissant des guitares à l'Auditorium Jérôme Cléry, 17h00. 20€, 14€ (étudiants), 12€ (seniors).

31 Concert de GOSPEL. AKAPELA. Autour du Trésor de l'Évêché. Cathédrale de Basse-Terre, 19h00, entrée libre.

25 Festival des Amériques. Rencontre animée par Gilda Gonfier avec les trois auteurs nominés du Prix des Amériques insulaires révélés le 30 septembre. Maison du Patrimoine, 18h30-20h00

28 Les Grands Oratoires. Felwine SARR « Littératures africaines, écritures de soi et conscience du monde ». Auditorium, 19h00. 20€, 14€ (étudiants), 12€ (seniors).

20 Projection & d'autres surprises VANILLE de Guillaume LAURIN. Auditorium. Gratuit ! Joyeux Noël ! (Programme jeunesse & Famille). 15h00



Emploi

« NOUS METTRONS LES MOYENS POUR **ATTIRER LES TALENTS** »

Forte de sa mission d'accompagnement des entreprises au quotidien et dans une vision de l'avenir du territoire, L'**UDE MEDEF** fait entendre sa voix pour alerter institutions et décideurs et mobilise ses adhérents et partenaires autour d'actions concrètes : il est urgent d'agir pour l'emploi, dont la situation est tendue aujourd'hui en Guadeloupe. Entretien avec Lydie Bon, présidente de la Commission emploi-compétence et éducation de l'**UDE MEDEF**

Texte Anne de Tarragon – Photo Lou Denim

Quels sont aujourd'hui en Guadeloupe les secteurs économiques touchés par cette crise de l'emploi ?

Malheureusement, aucun secteur n'est épargné, tous sont en tension, aussi bien sur les postes à faible qualification que sur les postes d'encadrement. Le BTP est sans doute le secteur où la situation est la plus critique. Mais la situation est également très compliquée dans le domaine de la finance, du commerce, de la grande distribution alimentaire. La restauration, l'hôtellerie, les métiers de bouche peinent à trouver des salariés. On peut citer la situation de la santé, que résume l'expression « déserts médicaux », l'industrie, mais aussi l'agriculture, à la recherche de profils de chef d'exploitation, d'ingénieurs aussi bien que de main-d'œuvre non qualifiée.

Comment expliquer une telle situation ?

Aujourd'hui, nous peinons à faire revenir les talents. Notre archipel n'est pas un département attractif. Le vieillissement significatif de la population est un facteur aggravant. La moyenne d'âge des cadres en Guadeloupe est de 48 ans. D'ici peu, institutions et entreprises devront renouveler 20 à 30 % de leur personnel qui vont faire valoir leurs droits à la retraite. Comment va-t-on faire pour remplacer ces salariés ? Enfin, dans certains secteurs, nous n'avons pas sur place d'offres de formation, également peu de formations diplômantes à Bac + 5, ce qui aggrave de manière significative cet exode des talents et notre pénurie.

Quelles actions concrètes mettez-vous en place ?

L'**UDE MEDEF** œuvre avec ses partenaires, comme LADOM, France Travail, l'APEC, NQT, Alé vini, le RSMA, l'Éducation nationale... pour créer et animer

nombre de dispositifs, comme « Cadres d'Avenir » porté par l'État, qui accompagne les candidats retenus sur la base d'un projet pour une formation diplômante. Objectif : « former les cadres de demain ». Ils s'engagent à revenir ensuite sur le territoire. L'**UDE MEDEF** prendra toute sa part pour que la première cohorte d'une dizaine de personnes, de retour au dernier semestre, soit mise en rapport avec les offres d'emploi de nos entreprises, concrétisant le plein succès de ce dispositif. Nous participerons également, pour la première fois, au salon « Paris pour l'emploi » en novembre. Le but est d'être une vitrine de l'offre d'emploi en Guadeloupe et les îles du nord, sur un salon qui attire beaucoup de jeunes ultramarins. Si nous ne pouvons pas agir seul sur l'attractivité de notre territoire, nous mettrons les moyens pour attirer les talents, en misant sur les conditions de travail, rémunérations et plan de carrière.

Comment toucher les jeunes ?

Avec nos partenaires privilégiés (RSMA, Éducation nationale, Mission locale), nous multiplions les actions pour sensibiliser les jeunes et les scolaires. La semaine École-Entreprise établit des passerelles afin de susciter des vocations. Le Rallye de l'alternance vise à mettre en contact entreprises et jeunes talents et offrir des opportunités concrètes d'embauche. Un « job dating » spécial alternance en partenariat avec l'APEC et NQT a réuni plus de trois cents jeunes. Nous sommes aussi associés aux services de l'État, pour statuer sur les métiers en tension, anticiper sur les mutations numériques avec le projet EDEC (Engagement de développement de l'emploi et des compétences).



Lydie Bon, présidente de la commission emploi compétence et éducation

La formation reste un outil essentiel ?

Oui, pour nous, formation égale emploi. Nous accompagnons les organismes de formation pour qu'ils puissent répondre au mieux aux besoins du territoire. Nous avons ainsi proposé lors des « cafés de l'**UDE MEDEF** », une réflexion constructive sur la thématique du financement de la formation

professionnelle. L'occasion de lister les besoins de formation spécifiques, innovants, les outils nécessaires, les plateaux techniques... Face à cette problématique de pénurie de main-d'œuvre, l'**UDE MEDEF** endosse clairement un rôle moteur autant que fédérateur de l'ensemble des partenaires de l'écosystème de l'emploi et de la formation.

Économie Sociale et Solidaire

L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE DE GBH DANS LES OUTRE-MER

Le Groupe Bernard Hayot (GBH) affirme sa volonté de contribuer au développement durable et inclusif des territoires ultramarins, grâce à des actions concrètes en matière d'insertion, de formation et de soutien aux populations.

Créé et basé en Martinique, GBH développe ses activités dans les secteurs de la grande distribution, de l'automobile et de l'industrie, au sein de 19 pays et territoires, dont la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte, La Réunion et la Nouvelle-Calédonie. À travers un engagement croissant dans l'économie sociale et solidaire, le groupe accompagne des initiatives porteuses de sens. Focus sur trois actions qui traduisent cette volonté de conjuguer performance économique et impact sociétal.

Solidarité climatique : agir vite et durablement

Face aux conséquences dévastatrices du cyclone Chido, qui a frappé Mayotte en décembre 2024, GBH réaffirme son engagement en faveur de la solidarité, de la santé et de la reconstruction durable de Mayotte. GBH s'est ainsi

mobilisé en expédiant depuis La Réunion 250 tonnes de dons alimentaires et matériel d'urgence, remis aux services de l'État.

GBH a ensuite créé un fonds de solidarité de 2 millions d'euros, pour soutenir le redressement de Mayotte. Le groupe a noué un partenariat avec l'association humanitaire Super Novae pour renforcer l'accès aux soins des populations les plus vulnérables, avec la création d'une clinique mobile. Cette structure itinérante a sillonné les secteurs les plus reculés pour offrir des consultations gratuites et des soins de première nécessité à plus de 3 500 personnes.

Par ailleurs, pour soutenir la relance agricole, GBH a souhaité, toujours avec Super Novae, accompagner les agriculteurs pour les aider à renouveler l'équipement de leurs exploitations. Près de 60 exploitations vivrières ont ainsi pu bénéficier de cette aide.



À Mayotte, GBH et Super Novae ont déployé une clinique mobile pour offrir des soins de premières nécessités aux populations les plus vulnérables.



GBH a apporté son soutien à la Banque alimentaire de Guadeloupe pour l'acquisition de ses nouveaux équipements. Ici Marcel Sigscar, directeur de la Banque alimentaire Guadeloupe, aux côtés de Claire Richer (directrice communication GBH) et Fabrice de Reynal (directeur distribution GBH Guadeloupe & Guyane).

Solidarité alimentaire : lutter contre la précarité et le gaspillage

Depuis 2019, GBH est partenaire du réseau des Banques alimentaires Outre-mer. Ce partenariat a permis la distribution de plus de 4,3 millions de repas aux populations vulnérables. Une part de cette aide provient directement des dons alimentaires des filiales Carrefour du groupe,

redistribués aux associations bénéficiaires. Le groupe soutient les initiatives des Banques alimentaires locales, en finançant par exemple un camion permettant la livraison de denrées dans les communes éloignées de Guadeloupe, ou à La Réunion, en étant partenaire d'un camion cuisine permettant la distribution et l'apprentissage d'une alimentation saine, avec des ateliers de cuisine.



Après six mois au RSMA, les stagiaires du dispositif "Tremplin pour l'emploi" de GBH signent leurs contrats d'apprentissage avec Martinique Automobiles et le CFA de la Chambre des métiers et de l'artisanat.

Solidarité professionnelle : créer des passerelles vers l'emploi

Pour favoriser l'insertion des jeunes ultramarins éloignés de l'emploi, GBH a lancé le programme « Tremplin pour l'Emploi », en partenariat avec des structures telles que le RSMA, ou les Écoles de la Deuxième Chance, avec France Travail et des organismes de formation. Déployé en Martinique, Guadeloupe, Guyane et à La Réunion, ce programme propose des formations en alternance dans les secteurs de la grande distribution et de l'automobile. Plus de 100 jeunes en ont déjà bénéficié, avec à la clé un contrat dans une filiale du groupe pour les participants ayant validé leur parcours.

En avril 2024, GBH a également inauguré sa première École des Métiers, implantée en Guyane. Ouverte aux jeunes de 16 à 29 ans, elle propose des formations diplômantes (CAP, bac pro) en alternance, dans des filières techniques en tension comme la mécanique, l'électrotechnique ou la logistique. « Nous sommes très attachés à agir de façon concrète sur les territoires où nous sommes implantés, avec des actions répondant aux attentes réelles des populations. Que ce soit dans la solidarité alimentaire, l'aide à la reconstruction après les catastrophes naturelles, ou l'accompagnement des jeunes pour permettre une meilleure insertion professionnelle », déclare Claire Richer, directrice de la communication du groupe, en charge des actions sociétales.

Docteurs et chercheurs

Que cherchez-vous ?

Réponses courtes et précises des jeunes chercheurs et docteurs de l'université des Antilles-Guyane.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

Gaëlle Brulu

Comment l'expérience se mue en compétence ?

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

La face cachée de l'emploi de chargée d'attribution : des compétences professionnelles spécifiques par l'expérience des situations de travail.

Quand et où avez-vous soutenu ?

J'ai soutenu ma thèse à l'université des Antilles (pôle Martinique), en mars 2024.

Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

Ma thèse valorise le travail des professionnelles chargées des dossiers de demande de logement social en Martinique.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

Mes travaux mettent en lumière la richesse et la complexité du métier de chargé d'attribution en Martinique. À mi-chemin entre travail social et immobilier, ces professionnelles instruisent les demandes de logements sociaux. Elles évoluent dans un environnement dynamique où il est difficile de figer stricto sensu des règles d'actions communes pour toutes les tâches. Ma recherche part d'un questionnement : comment apprennent-elles à exercer sans formation ni diplôme spécifique ? Peut-on parler de modèle d'expertise ? Ma thèse éclaire la spécificité de cet emploi, les apprentissages en situation de travail, les stratégies d'adaptation des professionnels et la nécessité de dispositifs de formation adaptés. Je formule aussi des propositions pour accompagner l'évolution de cette fonction clef pour les bailleurs et leurs clients.

Que faites-vous aujourd'hui ?

En juin 2025, j'ai remporté le concours Ma thèse en manga, organisé par l'UA et le CNRS*. Cet événement illustre bien mon engagement à rendre la recherche



accessible. Je mène de concert une activité de recherche universitaire et une pratique professionnelle : salariée d'un bailleur social, j'explore le développement des compétences dans les métiers de service. Après ma soutenance, j'ai intégré un projet de CY Cergy Paris Université sur la montée en compétences des travailleurs sociaux auprès d'adultes en situation de handicap, pour améliorer leur formation et l'insertion des bénéficiaires.

Depuis décembre 2024, je suis chercheuse associée au CRILLASH, centre de recherche interdisciplinaire en lettres, langues, arts et sciences humaines, sur le pôle Martinique de l'UA. Attachée à croiser théorie et pratique, j'ambitionne d'écrire des articles scientifiques dans le champ des sciences de l'éducation et de la formation, d'organiser des journées d'études scientifiques, de participer à des colloques et de collaborer avec d'autres chercheurs.

*CNRS : centre national de la recherche scientifique.

I-NOVA
Technopôle Guadeloupe



avec les Outremer French Tech days

2^{ème} EDITION

RÉSEAUX D'INFLUENCE
& TERRITOIRES D'INNOVATION

1-2-3-4 | DEC | 2025



MADAME LA PRÉSIDENTE

Fatou Faye est présidente de l'association « De la Martinique aux grandes écoles ». Malgré un emploi du temps sous pression, la jeune normalienne, qui exerce en tant que juge d'instruction au tribunal judiciaire de Fort-de-France, s'engage bénévolement pour aider les élèves martiniquais à viser l'excellence.

Texte Alix Delmas – Photo Jean-Albert Coopmann

Fatou Faye témoigne de ses choix d'orientation afin de lever les obstacles psychologiques mais aussi financiers qui peuvent conduire des étudiants à renoncer aux filières sélectives. « Avec les autres membres de l'association, j'interviens dès que je le peux dans des lycées et classes préparatoires pour montrer que c'est possible. Si vous avez de bonnes notes, ne vous censurez pas, visez haut », assure-t-elle déterminée.

De la Martinique aux grandes écoles

Elle le sait. « Partir a été un débat. C'était loin d'être évident. Ma mère, tout en m'encourageant, s'est légitimement posé la question du coût de mes études post-bac dans l'Hexagone, qui plus est, pour une matière que je ne connaissais pas, le droit n'étant pas enseigné au lycée. La prépa que je visais n'existait pas ici, je savais au fond de moi que c'était le bon choix. J'ai aussi eu la chance d'être boursière », explique la jeune juge de 28 ans.

Un parcours exemplaire

Fatou Faye grandit dans le sud de l'île. Au départ, elle veut être avocate. Âgée de 14 ans, elle assiste, accompagnée de sa mère aux audiences de comparution immédiate dans ce même tribunal où elle exerce aujourd'hui. C'est un déclic, elle sera juge, celle qui décide. Pour y parvenir, elle connaît un parcours sans faute : Bac scientifique mention très bien au lycée de Bellevue, classes préparatoires D1 de droit, économie et gestion à Lyon puis suivent l'École normale supérieure de Rennes (la seule ENS spécialisée en droit) et l'École nationale de la magistrature (ENM). Fatou Faye prête serment le 7 février 2020.

Une volonté de fer

Lors de ses études à l'ENM, elle souhaite rentrer en Martinique pour effectuer son stage. Elle apprend avec étonnement qu'aucun tribunal outre-mer n'accueille les auditeurs de justice. Un paradoxe quand on sait que ces tribunaux sont en tête de liste pour les ouvertures de postes en sortie d'école. Elle lance alors une pétition avec deux amies de l'ENM,

l'une Guadeloupéenne et l'autre Guyanaise pour demander l'accueil des stagiaires dans les tribunaux de Fort-de-France, Basse-Terre, Pointe-à-Pitre, Cayenne, Mamoudzou et Saint Denis de la Réunion. Elles réunissent les signatures de plus de la moitié des élèves dans leur promotion, qui en compte alors 300. Une impulsion certaine, car depuis les choses ont changé. En 2024, le tribunal judiciaire de Fort-de-France accueillait ses premiers auditeurs de justice en stage juridictionnel.

Comme un clin d'œil à sa détermination, c'est cette même année, en juin, que Fatou Faye a obtenu sa mutation à Fort-de-France après une première affectation à Metz : « C'était déjà une vocation mais, en étant juge d'instruction ici en Martinique je me sens encore plus utile, le fait de pouvoir comprendre le créole, avoir les mêmes repères socioculturels que ceux que je convoque, c'est pour moi une grande fierté ».

« Ne vous censurez pas, visez haut ! »

Trois amis basques ont dressé le constat que plus de deux tiers des effectifs des grandes écoles provenaient d'établissements d'Île de France. Ils ont donc décidé de créer en 2013 du « Pays basque aux grandes écoles » afin d'agir pour l'égalité des chances et le développement des territoires. Aujourd'hui ce sont 60 associations locales regroupées au sein de la fédération « Des territoires aux grandes écoles » parmi lesquelles « De la Martinique aux grandes écoles », « De la Guadeloupe aux grandes écoles » et « Guyan'Envol aux grandes écoles » qui luttent contre l'autocensure conjuguée au manque d'informations et aux difficultés financières qui empêchent de nombreux lycéens ultramarins d'intégrer des cursus sélectifs. Pour en savoir plus sur l'association martiniquaise : martinique@dtge.org



Relation client

UN CENTRE DE LA RELATION CLIENT PIONNIER AUX ANTILLES

En 2015, la **SIG** devient le premier bailleur social des Antilles à créer son propre Centre de la relation client (CRC). Cette plateforme d'écoute et d'accompagnement est un service essentiel qui renforce les liens avec les locataires. Le CRC est aussi source d'opportunités professionnelles. Sous la direction de Valérie Néblai, les collaborateurs ont été formés à des techniques leur permettant de faire évoluer leur carrière.

Texte Anne de Tarragon – Photo Lou Denim



Valérie Néblai, responsable du centre de la relation client, et Guillaume Daubin, chargé de clientèle

Étant le plus important bailleur social de la Guadeloupe, la SIG joue un rôle primordial sur le territoire. En 2015, la société lance un appel à projets pour définir ses perspectives d'avenir et crée le Centre de la relation client dans le cadre de son plan stratégique « SIG 2016 ». Le CRC permet de concrétiser une nouvelle approche de la relation avec les locataires. « J'ai géré la mise en place de la plateforme, des outils, le recrutement d'un superviseur en interne et des équipes, ainsi que l'organisation de formations sur les métiers et les procédures. Le 14 septembre 2015, notre CRC était lancé avec 15 collaborateurs », explique Valérie Néblai, l'actuelle responsable. Dès le départ, la plateforme a des missions claires : gérer les appels entrants sortants et le back-office. Les équipes gagnent en compétences et évoluent rapidement au sein de l'entreprise.

Donner leur chance aux jeunes : un tremplin pour l'emploi

Valérie Néblai fait le choix audacieux de recruter et de former de jeunes talents en contrats d'apprentissage et d'avenir. « Les centres d'appels sont des tremplins vers une carrière. Ils permettent d'acquérir une multitude de compétences, tant techniques qu'humaines », explique-t-elle. « Nous formons nos collaborateurs à des savoir-faire essentiels, comme la gestion du stress et des conflits, mais aussi à des savoir-être fondamentaux, tels que l'écoute et la bienveillance ». Le suivi est une composante clé de cette formation. Grâce à la « double écoute » – l'enregistrement

des conversations –, les managers peuvent identifier les points forts et les axes d'amélioration, permettant une progression continue.

Des opportunités de carrière concrètes

L'engagement de la SIG envers ses jeunes recrues porte ses fruits : 100 % des collaborateurs ont eu l'opportunité d'évoluer en interne. C'est le cas pour Guillaume Daubin. Titulaire d'un baccalauréat

explique Guillaume.

Fier de sa propre progression, il l'est aussi d'avoir contribué à celle des autres : il a été le tuteur de 17 nouveaux collaborateurs entre 2017 et 2024, dont six ont depuis obtenu un CDI. « Nous avons formé plus de 150 personnes en dix ans », précise Valérie Néblai, qui souligne que la SIG, qui a un rôle social, s'engage pour l'inclusion : « La SIG donne, à travers le CRC, l'opportunité de recruter des personnes – du personnel RQTH, des stagiaires, ainsi que des contrats d'apprentissages – qui font pleinement partie de notre effectif et souhaitent se construire à travers des méthodes de travail innovantes ».

Une écoute attentive au service de la clientèle

La SIG gère une clientèle aux profils très diversifiés, et beaucoup de personnes font face à des défis spécifiques. La priorité du Centre de la relation client est de s'adapter à la situation. « Il faut avoir un bon questionnement et une écoute attentive de chaque locataire pour pouvoir lui apporter la réponse la plus juste », explique Valérie Néblai.

En dix ans, le CRC de la SIG a démontré son efficacité. Le centre a géré un volume impressionnant de 1 380 580 appels, pour les 19 000 locataires de la Guadeloupe.

Fort de ce succès, le CRC a des projets de développement ambitieux.

Le 17 octobre, le CRC organise sa journée portes ouvertes, l'occasion de découvrir les bureaux, l'organisation, le métier et les évolutions qui ont marqué son développement au cours de la décennie.

« Le centre d'appels de la SIG est un tremplin vers une carrière »

Valérie Néblai,
responsable du CRC

en accueil et relation usagers, il saisit l'opportunité de rejoindre la SIG en 2015 en contrat d'avenir, lors du lancement du CRC. Trois ans plus tard, son travail et son engagement ont été récompensés : il décroche un CDI. Depuis mars 2024, il est chargé de clientèle à l'agence de Pointe-à-Pitre.

« Être conseiller accueil est extrêmement formateur. On doit maîtriser toutes les informations, qu'il s'agisse de la gestion locative, de l'administratif ou de la connaissance du parc. Ce poste m'a permis de développer mes compétences relationnelles, de sortir de ma zone de confort et de m'adapter à chaque situation »,



Centre de la relation client
0806 800 971
contact@sig-guadeloupe.fr

Capès[®] Dolé

Gamme Sélection



Savourez l'excellence !

DÉCOUVREZ LA NOUVELLE GAMME SÉLECTION

Savourez l'excellence avec la « Gamme Sélection » de Capès Dolé, pour des repas d'exception. Découvrez nos bouteilles au design épuré, aux lignes fluides et à la silhouette élancée.



Profitez d'une eau plate, pure et légère ! Savourez une eau pétillante, à la fraîcheur saisissante ! Et pour le plus grand plaisir de vos papilles, la gamme sélection dévoile sa nouvelle eau pétillante « fines bulles » à l'effervescence délicate et raffinée !



Numérique

LA CONNECTIVITÉ, LEVIER DE COMPÉTITIVITÉ

Digicel Business accompagne la transformation numérique des entreprises et collectivités des Antilles françaises, de la Guyane, de la Réunion et de Mayotte. Sa force : allier expertise technologique, ancrage local et accompagnement de proximité.

Texte Marie Ozier-Lafontaine - Photo Lou Denim, Jean-Albert Coopmann

« Chez Digicel Business, nous relevons un double défi : délivrer des solutions de pointe tout en les adaptant aux réalités locales », indique Astrid Dollin, directrice BtoB des entités françaises du groupe. Concrètement, cela signifie proposer aux organisations des réseaux fiables et sécurisés, dimensionnés selon leurs besoins.

La gamme des offres du groupe est large. Tout d'abord, les solutions d'accès internet, qui reposent désormais essentiellement sur la fibre optique, aujourd'hui généralisée sur nos territoires. Aussi, le groupe propose des réseaux privés sécurisés aux organisations implantées sur plusieurs sites, garantissant la transmission de leurs données à l'abri des vulnérabilités d'internet. « Côté téléphonie, nos offres évoluent elles aussi, avec, notamment, la mise en place de standards hébergés sur notre cloud, gérés et maintenus par les équipes techniques », précise la directrice. Dès cinq utilisateurs, les entreprises, même les plus petites, bénéficient de services professionnels : accueil personnalisé, messagerie vocale, redirections d'appels.

Pour répondre au besoin de sécurité et de continuité de service, Digicel Business fournit de l'espace de stockage de données, dans un environnement sécurisé, au sein de ses data centers régionaux. « Avec un hébergement local, les entreprises conservent l'accès à leurs données, même en cas d'incident majeur », précise Astrid Dollin. Digicel

Business accompagne également ses clients dans le renforcement de leur cybersécurité, enjeu vital pour protéger leurs activités et leurs données sensibles. Enfin, le groupe développe des solutions M2M IoT

(Machine to Machine Intranet of Things) dédiées à la connectivité des objets, ouvrant la voie à des usages innovants, de la logistique intelligente à la gestion technique des équipements.



Astrid Dollin, directrice BtoB des entités françaises du groupe



Sébastien Pamela, chef de produit M2M & IOT et Audrey Fardin, responsable pôle ingénierie avant-vente

Un partenaire de proximité

Cette capacité technique repose sur un ancrage fort dans chaque territoire. « Nous ne vendons pas un simple catalogue, insiste Astrid Dollin. Nous co-construisons des solutions sur mesure avec nos clients ». Les équipes commerciales, d'ingénierie et de support sont présentes localement et disponibles

sept jours sur sept. Parcours d'activation, appels de bienvenue, suivi proactif de la satisfaction : la relation client est placée au cœur du service. « Notre mission est claire : accompagner les organisations dans leur développement, en assurant fiabilité, performance et proximité », conclut Astrid Dollin.

OBJETS CONNECTÉS : EFFICACITÉ ET ÉCONOMIES

SÉBASTIEN PAMELA, CHEF DE PRODUIT M2M & IOT

« L'internet des objets se déploie dans des usages concrets : compteurs d'eau intelligents, suivi de camions et conteneurs, surveillance d'équipements industriels, éclairage public, télé-médecine... Derrière ces applications, le principe est simple : des cartes SIM M2M assurent la connectivité entre les objets, et une plateforme logicielle permet de superviser les données, de géolocaliser ou de recevoir des alertes. Nous sommes aujourd'hui le seul opérateur régional à proposer une data M2M illimitée. Cela élimine le risque de surcoût lié aux pics de consommation. Pour une collectivité, un industriel ou une PME, le bénéfice est double : réduire les interventions humaines et fiabiliser les données, pour des économies d'échelle immédiates. L'IoT est un véritable outil de performance. »

Cybersécurité : protéger le réseau et les utilisateurs

AUDREY FARDIN,
RESPONSABLE PÔLE
INGÉNIERIE AVANT-VENTE

« Hôpitaux, collectivités, entreprises privées : nos territoires subissent aujourd'hui des ransomwares (demandes de rançon), des vols de données ou la paralysie complète des systèmes. Nous avons donc développé une double approche : une protection native de notre cœur de réseau, complétée par des solutions sur mesure – firewalls physiques ou virtuels, antivirus certifiés auprès de partenaires de renommée internationale comme Fortinet, Check Point ou Stormshield (constructeur certifié ANSSI), filtrage d'URL pour la maîtrise des usages internet au sein de l'entreprise. La majorité des attaques proviennent d'erreurs humaines : un mail frauduleux ouvert, un lien malveillant cliqué. C'est pourquoi nous mettons aussi l'accent sur la formation et la sensibilisation. Et nous accompagnons les entreprises dans la recherche de financements publics, souvent méconnus. Aujourd'hui, la cybersécurité n'est plus une option, mais une condition sine qua non de pérennité. »

Emploi et handicap

ENTREPRISES INCLUSIVES CHERCHENT ALTERNANTS

Le **SERAC**, organisme de formation et CFA, prépare des personnes en situation de handicap aux métiers du commerce. Alors que les entreprises de plus de 20 salariés devraient embaucher 6 % de personnes en situation de handicap, en Guadeloupe, ce taux est de 2,6 %. Et si les entreprises faisaient le pari de réinjecter la contribution OETH dans une économie responsable et engagée ? Photo Lou Denim



Ingrid Latouche Paoli (responsable du pôle LSF), Amélie Baltus (responsable du pôle Traduction), Rony Dubal (animateur social), Samadhi Egoroff (directrice adjointe), Dialyna Decebal (assistante administratif et RH), Tatiana DEPAZ (gestionnaire administrative et financière), Axelle Dehorgne (chargée d'insertion sociale et professionnelle), Gwladys Feler (chargée de mission ressources humaines handicap formation), Nici Harris (responsable pôle social culturel), Anaïs Touchard (animatrice LSF)

Le SERAC Antilles-Guyane œuvre pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de handicap. Chaque année, une vingtaine de personnes en situation de handicap suit une formation qualifiante aux métiers d'étalagiste, caissier, vendeur, préparateur logistique, etc. Résultat : lors de la dernière session, 100 % de réussite aux examens CAP et bac pro, et deux CDI signés cette année.

Des candidats autonomes à leur poste

Les candidats suivent des séances de coaching pour travailler sur l'estime de soi, le savoir-être,

l'élocution... Des mises en situation professionnelle concrètes sont organisées et chaque fiche de poste est minutieusement étudiée. « Nous présentons à l'entreprise des candidats sélectionnés selon les critères définis au préalable », insiste la directrice générale adjointe du SERAC, Samadhi Egoroff. Une personne du SERAC est présente régulièrement en entreprise pour accompagner l'alternant et la société qui l'accueille. « Pour que l'insertion soit réussie, il est crucial que l'entreprise fasse preuve d'un réel engagement et d'une volonté sincère d'intégrer le handicap », constate cette dernière.

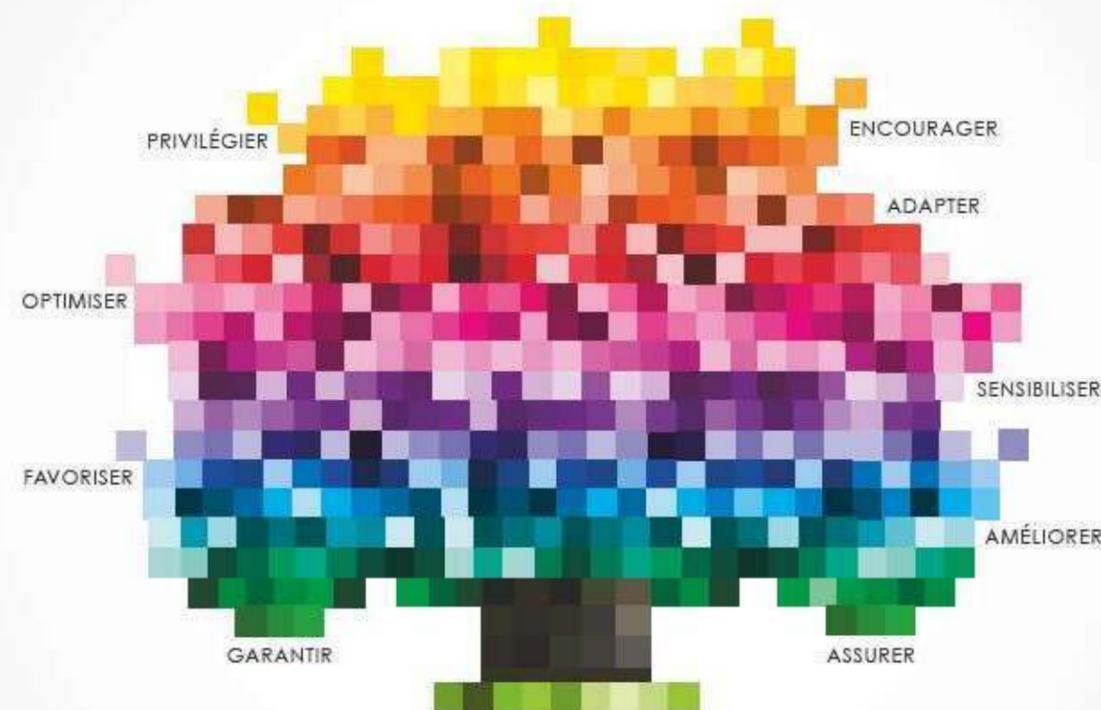
Le SERAC, de son côté, accompagne la société dans toutes les démarches administratives, notamment pour l'obtention des aides financières qui peuvent aller jusqu'à 8 000 euros. Aujourd'hui, seulement un tiers des candidats trouvent une entreprise pour les accueillir, et pourtant le besoin de recruter des alternants motivés et volontaires en entreprise est réel.

Des solutions RSE

- Initiation et apprentissage de la langue des signes française ;
- Traduction et accessibilité à la communication en LSF pour l'entreprise ;
- Sensibilisation handicap « Que ton handicap soit le bienvenu » ;
- La Fresque du handicap (déductible OETH ou via la formation OPCO) : une sensibilisation ludique et interactive. Le lancement aura lieu lors de la prochaine Semaine européenne de l'emploi des personnes en situation de handicap, du 17 au 21 novembre.

IMPRIMEUR ENGAGÉ

en faveur du développement durable



PRIM

947, rue Henri Becquerel - BP 2174 - 97195 Jarry cedex
tél. 0590 26 72 40 - mail : infos@primsas.com

FILAO ET TRIONS : DEUX ENTREPRENEURS QUI RÉINVENTENT LA GUADELOUPE AVEC L'ACCOMPAGNEMENT DE RÉSEAU ENTREPRENDRE GUADELOUPE



Line Charles-Helene, directrice Réseau Entreprendre Guadeloupe

En Guadeloupe, l'aménagement du territoire rime avec innovation et durabilité. **Réseau Entreprendre Guadeloupe** accompagne des entrepreneurs engagés qui façonnent un avenir plus résilient, respectueux de l'environnement et au service de la collectivité.

En Guadeloupe, les défis liés à l'aménagement du territoire sont nombreux : préserver la biodiversité, gérer les déchets de façon durable, accélérer la transition énergétique, tout en favorisant un développement économique harmonieux. Dans ce contexte, les chefs d'entreprise jouent un rôle clé : ils innovent, expérimentent, et apportent des solutions concrètes aux problématiques de notre région. C'est là que le Réseau Entreprendre Guadeloupe s'engage, en soutenant ces porteurs de projets à fort impact et en leur donnant les moyens d'aller plus loin. L'accompagnement proposé par le Réseau ne se limite pas au financement : il s'agit d'un véritable parcours structurant. Chaque lauréat bénéficie d'un mentorat personnalisé assuré par des chefs d'entreprise expérimentés, qui les challengent, les conseillent et les aident à structurer leur stratégie. Cette relation de pair à pair favorise la prise de hauteur et la pérennité des projets, tout en intégrant les grands enjeux de notre territoire.

Deux exemples illustrent parfaitement cette dynamique :
Bertrand VIRET, fondateur de **FILAO Ingénieurs Conseils**, déploie son expertise de bureau d'études et de conseil pour accompagner entreprises et collectivités dans leurs projets de développement durable. Son approche globale et pointue place la résilience et la responsabilité au cœur des solutions proposées : conception de projets d'aménagement respectueux de l'environnement, intégration des critères de durabilité, et recherche d'équilibres entre besoins humains et préservation des écosystèmes.

De son côté, **José HIRA** poursuit avec énergie la phase 2 de **TRIONS**, son projet ambitieux de structuration d'une filière de valorisation des biodéchets. En transformant les déchets organiques en ressources, **TRIONS** réduit l'enfouissement, diminue les émissions de gaz à effet de serre et contribue à la transition vers une économie circulaire. Une démarche qui s'inscrit pleinement dans les objectifs de réduction de l'impact environnemental et de création de nouvelles filières d'emplois locaux.

Ces deux lauréats partagent une même conviction : notre territoire doit se développer de manière durable, en tenant compte des réalités environnementales et sociales. L'accompagnement de Réseau Entreprendre Guadeloupe leur permet d'amplifier leur impact : ils sont entourés de mentors, échangent avec d'autres chefs d'entreprise et bénéficient d'un soutien collectif qui renforce leur vision stratégique.

Soutenir de tels entrepreneurs, c'est préparer l'avenir de la Guadeloupe. En misant sur l'innovation, l'économie circulaire et la planification responsable de l'espace, Réseau Entreprendre Guadeloupe contribue à bâtir une île plus résiliente, mieux préparée aux défis climatiques et plus respectueuse de ses richesses naturelles.

Parce qu'un territoire ne se construit pas seul, il a besoin de femmes et d'hommes qui osent, créent et transforment les idées en projets concrets. Les lauréats de Réseau Entreprendre Guadeloupe sont ces bâtisseurs : ils inventent les solutions qui permettront à la Guadeloupe de conjuguer développement économique et préservation de son patrimoine naturel.



Réseau Entreprendre Guadeloupe
C/O Groupe Amédée BARBOTTEAU
Im passe Jean-Marie JACQUARD
ZI de Jarry - 97122 BAIE-MAHAULT
lcharleshelene@reseau-entreprendre.org
Tel : 0690 14 33 12
<http://www.reseau-entreprendre.org/guadeloupe/>



Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de GUADELOUPE

La sécurité, c'est l'affaire de tous



CONFÉRENCES - STANDS - EXPERTS INSTITUTIONNELS & PRIVÉS

Restauration

JEUNESSE AU MENU

De retour en Guadeloupe après un parcours parisien dans la mode, Camille Vivies, 24 ans, apporte son énergie au restaurant **Mamma Mia**. Avec son équipe, elle défend une cuisine familiale, mais moderne, et réinvente l'art de recevoir avec un grain de folie.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim



Camille Vivies, responsable d'exploitation du restaurant Mamma Mia

Qu'est-ce qui a motivé votre retour en Guadeloupe et comment avez-vous décidé de prendre les rênes du Mamma Mia ?

Pour être honnête, la restauration n'avait jamais fait partie de mes plans, mais quand Maxime, mon frère, a racheté le Mamma Mia (Jarry) en avril 2024, j'ai tout de suite vu l'évidence. Nous avons toujours partagé la même vision et une vraie complicité... Alors, rejoindre son aventure m'a semblé naturel. J'avais envie d'apporter une touche de jeunesse, de modernité et d'originalité dans ce projet. C'est de famille, je crois ! Avant ce retour en Guadeloupe, je vivais à Paris. J'avais élu domicile dans la capitale depuis mes 17 ans, après mon baccalauréat. J'y ai fait une école de commerce avec une spécialisation en marketing de luxe, puis j'ai travaillé dans l'industrie de la mode. Une expérience enrichissante, mais j'ai toujours su que je retournerai un jour au pays.

Quels ont été les plus grands défis de cette transition professionnelle ?

J'occupe aujourd'hui le poste de responsable d'exploitation. Concrètement, je coordonne les équipes en salle et en cuisine, en apportant dynamisme et renouveau. Au départ, cela n'a pas été simple : il a fallu que j'intègre et comprenne les codes de la restauration. Heureusement, j'ai été très bien accueillie et accompagnée par l'équipe déjà en place. Pour me former, j'ai choisi de mettre la main à la pâte en cuisine comme en salle. C'était indispensable pour connaître les contraintes de chaque métier, mais aussi pour fédérer l'esprit d'équipe et renforcer la cohésion. Peu à peu, j'ai trouvé mes marques et je me suis constituée mon propre réseau, avec de nouveaux contacts. C'est vrai, la restauration est très différente de l'univers du luxe et du marketing dans lequel j'évoluais avant. Mais au fond, cela reste la même philosophie : l'art de recevoir, l'art de la table et surtout le plaisir du contact humain.

Le Mamma Mia prend un nouveau virage : pouvez-vous nous parler du style et de l'ambiance que vous avez voulu créer ?

Dans un premier temps, nous avons conservé le concept et les salariés de l'ancien propriétaire. Puis, progressivement, nous avons apporté notre

touche pour avoir un restaurant à notre image : 100 % vivant. En l'espace d'un an et demi, nous avons changé de direction culinaire, formé une nouvelle brigade en cuisine, solidifié notre équipe en salle et dynamisé nos soirées notamment avec notre fameux « Wednesday is the new Friday ». Notre nouveau chef, Axel, est très créatif et défend une cuisine du monde « ancrée localement », avec une obsession du produit frais, tout en célébrant le terroir local. Dès octobre, nous proposons une carte élargie avec des plats à partager, pour créer une atmosphère chaleureuse autour de la table. L'idée, c'est de bousculer le schéma classique entrée-plat-dessert pour offrir une expérience plus libre qui invite à la convivialité, au partage et surtout au voyage. Et cette convivialité se reflète aussi dans notre nouvelle décoration signée Céladon* : des couleurs, du papier peint et des objets venus d'ailleurs. Un style affirmé, avec ce petit grain de folie qui nous ressemble.

« L'idée, c'est de bousculer le schéma classique entrée-plat-dessert pour offrir une expérience plus libre qui invite à la convivialité, au partage et surtout au voyage »

Camille Vivies, responsable d'exploitation du restaurant Mamma Mia.

Comment voyez-vous l'avenir du restaurant et quel rôle souhaitez-vous qu'il joue dans la vie locale ?

Ce mois d'octobre marque un vrai nouveau départ : nouvelle carte, nouvelle ambiance, nouvelle déco... et même un nouveau nom. Le restaurant devient Madame Kame. L'idée est de s'essayer au « Tout Monde », tout en célébrant le terroir local. Comme pour

célébrer les pérégrinations de Madame Kame. On s'imagine qu'elle a ramené dans ses valises les épices et les inspirations qui composent aujourd'hui la cuisine de cette maison. Notre ambition est de délivrer une cuisine familiale en privilégiant autant que possible les produits locaux et les inspirations créoles. C'est notre façon de mettre en avant le savoir-faire guadeloupéen. Cela passe aussi par l'équipe : nous voulons recruter et former des talents d'ici, notamment des jeunes qu'Axel accompagne en cuisine. Nous voulons aussi conserver la dimension événementielle avec mon frère (Maxoloc), tel que des privatisations pour les entreprises. Mais avant tout, Madame Kame se veut un restaurant vivant, animé par notre « crazy crew » en salle comme en cuisine. Une équipe haute en couleur avec des personnalités affirmées, un peu décalées, mais toujours tournées vers l'échange, le partage et le plaisir.

*Agence d'architecture d'intérieur.

MAMMA MIA (MADAME KAME)

Impasse Emile Dessout
Z1 Jarry Baie-Mahault
05 90 94 58 32

URBANISME NOUVELLE GÉNÉRATION, NOUVELLES NORMES

Penser l'habitat de demain impose d'imaginer de nouvelles méthodes et techniques d'aménagement adaptées à notre climat tropical. À quelques semaines de la COP30, zoom sur une génération de professionnels engagés et ambitieux.



© Getty Images - Basse-Terre

— DOSSIER

CHANGER LES RÈGLES DU JEU

Texte Floriane Jean-Gilles



Du 10 au 21 novembre, la COP 30 de Belém servira-t-elle de caisse de résonance aux réflexions autour du comment construire en milieu tropical ?

En matière d'actions face au changement climatique, la COP21 fait date avec, pour héritage, l'accord de Paris sur le climat qui engage tous les États* à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à limiter « l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2 °C ». Sur nos territoires, les conséquences du réchauffement climatique sont nombreuses : inondations, montée des eaux, recul du trait de côte, catastrophes naturelles. 10 ans plus tard, les dirigeants du monde entier se réunissent à nouveau pour sauver le climat, à Belém, du 10 au 21 novembre. Les efforts des uns et des autres pour

obtenir une déclaration commune seront légion. Parmi les sujets qui seront discutés : l'architecture, la manière de construire nos habitats et nos infrastructures seront mises à l'ordre du jour par la Fédération panaméricaine des associations d'architectes. À quelques semaines de la grand-messe internationale du climat, nous avons interrogé David Fontcuberta, vice-président de l'Ordre des architectes de Martinique et vice-président, pour la région Caraïbe, de la Fédération panaméricaine des associations d'architectes, quant à la nécessité d'un habitat plus en adéquation avec nos géographies.

« C'est le moment de réparer »

« Nous sommes déjà dans l'adaptation, et plus, dans la résilience, affirme David Fontcuberta. C'est une lente évolution, mais elle est en marche. Nous tendons peu à peu à nous libérer de la logique des années 1980, qui consistait à démolir pour reconstruire. La construction est res-

ponsable de 30 à 40 % des émissions de CO₂ dans le monde. La réutilisation des matériaux et la rénovation sont donc plus intéressantes à tous les niveaux, social, économique, environnemental et culturel ». À ce titre, en France, la loi AGEC du 10 février 2020, relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, prévoyait déjà 4 dispositions dans le secteur du bâtiment pour encourager le réemploi, la réutilisation et le recyclage des matériaux de construction.

Et ce n'est pas le seul paradigme à repenser, c'est aussi, pour l'architecte, le moment de réparer. « Même si nous ne sommes pas encore dans la phase des solutions concrètes, plusieurs réalités s'imposent : la vulnérabilité du logement caribéen face aux aléas climatiques, la notion de propriété et de souveraineté, l'impératif de créer des villes plus compactes et plus respectueuses de la nature ou encore la sobriété énergétique. La standardisation n'est donc pas la solution. » Surtout, si ces standards sont des modèles européens qui ne correspondent ni à

notre climat ni à notre géographie. « Le mouvement moderne d'après guerre, poursuit-il, a popularisé l'idée de construire des nouvelles villes et de nouveaux pôles. Ces extensions urbaines ont eu plusieurs conséquences très coûteuses, comme le prolongement des réseaux de transport ou le déploiement de la voirie. Il en a résulté que les nouveaux centres urbains sont globalement plus pauvres et moins bien équipés que les villes initiales ». De cette période de globalisation résulte le fait qu'on a oublié de construire pour un contexte donné, alors même que cet environnement social, géographique et climatique est primordial quand on parle d'architecture et plus largement d'aménagement du territoire. David Fontcuberta poursuit, « l'architecte n'est qu'un des instruments de l'orchestre, à ses côtés il y a l'anthropologue, l'ingénieur, l'urbaniste, le médiateur social et bien d'autres professionnels. La collaboration est essentielle. Nous devons, par exemple, baisser notre consommation de ressources, cela suppose de parler innovation

technologique (avec des matériaux qui résistent mieux à la chaleur), d'étudier les techniques de ventilation naturelle pour améliorer la température d'un espace sans climatisation (en créant des espaces de transition), en revenant parfois aux savoir-faire d'autrefois pour trouver un équilibre. L'architecte doit anticiper ces questions ».

Construire une coopération durable

Du 10 au 21 novembre prochain, une délégation antillo-guyanaise portera sa voix à Belém. Si une coopération entre l'Ordre des architectes de Guyane et les villes frontalières du Brésil et du Suriname existe déjà, l'Ordre national entend confirmer son engagement pour une coopération durable à la COP30. Un projet en trois axes que nous précise David Fontcuberta : « sur le plan académique, un partenariat est noué entre l'ENSA Paris-Belleville et l'UFPA au Brésil, dans le cadre d'une résidence d'étu-

dians de 4 mois. Ils travaillent en collaboration à la conception d'un prototype d'architecture amazonienne, il s'agit d'une maison sur pilotis inondable qui sera exposée pendant la COP30 puis déplacée après la Convention pour être mise à disposition des communautés. Sur le plan institutionnel, nous travaillons à la rédaction d'un plaidoyer sur le rôle de l'architecture face aux défis climatiques, en 16 objectifs, qui sera également présenté à Belém. Sur le plan professionnel, pour finir, il s'agit de renforcer les liens entre les architectes de la Caraïbe, de la Guyane et des Amériques qui sont confrontés aux mêmes défis ». La Conférence de 2025, au Brésil, est donc une nouvelle occasion de présenter les principes d'une architecture durable en mettant au centre du jeu l'expertise de professionnels issus des territoires les plus concernés.

* À l'exception de l'Iran, de la Libye, du Yémen et des États-Unis. Le retrait de l'accord de Paris des États-Unis, annoncé en janvier dernier, sera effectif en janvier 2026.

REPENSER L'URBANISME EN CONTEXTE TROPICAL

Rencontre avec une nouvelle génération de professionnels formés, à l'université, en Martinique et en Guyane.

Texte Sarah Balay



Améliorer l'organisation du territoire

Alann Metella, regrette le manque d'infrastructures pensées pour la Guyane. Il rêve de s'impliquer dans l'aménagement du territoire pour améliorer concrètement la vie des habitants.

Ambitieux, volontaire et visionnaire, Alann Metella, originaire de Rémire-Montjoly, n'a que 21 ans, mais déjà les idées claires. Pour lui, la Guyane souffre d'un

manque d'aménagements à la hauteur des besoins : des routes saturées autour de Cayenne, un déséquilibre entre le littoral très peuplé et l'intérieur des terres sous-exploité, sans oublier les contraintes liées à l'humidité et à la chaleur. Autant de défis qu'il rêve de relever en participant « à des projets concrets qui améliorent l'organisation du territoire et la qualité de vie de la population ». Son objectif : devenir conducteur de travaux et contribuer à bâtir des structures modernes, solides et durables. « Le véritable challenge, avance Alann, est de concevoir des projets en tenant compte de nos réalités locales : climat, sols, risques naturels, mais aussi la forte croissance démographique. Pour y parvenir, il est essentiel d'impliquer dès le départ, et davantage, les acteurs locaux ».

Alann a construit son parcours en combinant connaissances et expériences terrain. Après un BTS travaux publics, il a validé, en juin, une licence professionnelle en Génie civil et métiers de la construction proposée par l'université de Guyane et réalisée en alternance avec l'entreprise de travaux publics Ribal TP à Cayenne. Aujourd'hui, il poursuit un master en génie civil pour approfondir ses compétences. « J'ai choisi cette licence parce qu'elle offre une formation complète, à la fois théorique et pratique : conception, calculs, gestion de chantier », explique Alann.

Une expérience bien calibrée qui lui offre un regard averti sur les innovations qui pourraient améliorer les pratiques locales. « J'aimerais voir un usage plus important des matériaux biosourcés ou recyclés et des techniques de construction modulaires (assemblage de bâtiments préfabriqués N.D.L.R.), déjà utilisées ailleurs. Elles pourraient être très efficaces ici, pour gagner du temps, réduire les coûts et mieux adapter les projets à notre environnement tropical. » Jeunesse oblige, il se projette dans l'avenir avec optimisme. « Dans dix ou vingt ans, j'imagine les Antilles-Guyane avec des infrastructures pensées pour résister aux défis climatiques tout en améliorant le quotidien des habitants. Des territoires modernes, mieux organisés, qui deviennent une référence en matière d'aménagement tropical. »

« Intégrer les réalités sociales dans la conception de projets urbains »

Juriste de formation, **Hélène Scholastique** a choisi l'aménagement du territoire pour avoir un impact durable et concret sur la vie des citoyens. À ses yeux, les véritables enjeux résident dans la capacité des territoires à anticiper et à s'adapter aux mutations climatiques, sociales et environnementales.

Installer des bancs publics à l'ombre des arbres, près d'une rivière, pour offrir calme et fraîcheur aux badauds... Derrière la simplicité du projet se cachent, en réalité, une analyse fine et un travail de conception exigeant. Pour Hélène Scholastique, chargée de mission mobilité durable et qualité de l'air à la mairie de Saint-Esprit en Martinique, tout aménagement urbain requiert un diagnostic territorial permettant d'identifier l'ensemble des aléas naturels. « Il serait intéressant, par exemple, que cet espace ait une bonne exposition aux vents et soit orienté de telle sorte qu'il n'y fasse pas trop chaud à partir de midi, explique-t-elle. Qu'il soit en hauteur, si une rivière passe à proximité pour éviter la destruction des matériaux en cas de violentes inondations. Il serait aussi pertinent de prévoir différents aménagements comme des carbetts, à la fois pour s'abriter des pluies soudaines et parce qu'ils occupent une place culturelle et sociale importante. L'espace devrait, par ailleurs rester accessible à tous ». Autant d'axes de réflexion et d'étude qu'Hélène a su approfondir grâce au DU Urbanisme et architecture en contexte tropical multi-aléas.

« Cette formation me permet de compléter un parcours essentiellement axé sur le droit de l'environnement et de l'urbanisme, via un master obtenu à Lyon, précise-t-elle. Le DU forme des professionnels capables de gérer un projet d'aménagement de A à Z tout en tenant compte des spécificités et contraintes tropicales. Plus que jamais, une nécessité ». Son mémoire portera d'ailleurs sur les enjeux d'une gestion intégrée des aléas naturels pour les projets urbains des collectivités territoriales.

À ce titre, Hélène Scholastique estime que de nouveaux aléas sont désormais à prendre en considération. « Le risque hybride (industriel et naturel) des échouements de sargasses, l'érosion côtière (27 communes littorales

en Martinique) et les glissements de terrain prennent de l'ampleur et demeurent particulièrement dangereux pour les territoires, avance-t-elle. Ces phénomènes ne vont certainement pas s'arranger avec le temps et doivent désormais être intégrés dans la planification urbaine au même titre que les cyclones ou les séismes. Les aménagements doivent donc être conçus pour protéger au mieux les vies humaines, grâce à leur localisation, leur orientation, leur structure et leurs matériaux. Le DU nous apprend à anticiper ces problématiques sur 10 à 20 ans et à en prévoir leur évolution. »

Outre les aléas climatiques et naturels, Hélène considère de nombreux autres défis attendent les territoires. « L'un des principaux réside dans l'intégration des réalités sociales à la conception des projets urbains : le départ massif des jeunes vers l'Hexagone entraîne un vieillissement de la population et l'urbanisme doit pouvoir y répondre. La création de résidences intergénérationnelles, y compris par la réhabilitation de bâtiments existants, apparaît ainsi comme une solution pertinente. Un autre enjeu majeur est l'utilisation de matériaux locaux et biosourcés, tels que l'argile, la pierre ou encore le bois, tout en veillant à la préservation de ces ressources. »



L'urgence climatique, une occasion de construire ensemble des décisions durables

Forte d'une pratique riche de nombreux projets, **Astrid Siniamin-Rodap**, maître d'œuvre, experte amiable et architecte d'intérieur, élargit son champ d'action pour penser le territoire dans sa globalité.

À Fort-de-France, trois décennies d'expérience font d'Astrid Siniamin-Rodap une référence en architecture d'intérieur, maîtrise d'œuvre et expertise amiable. Son parcours l'a conduite à accompagner aussi bien des particuliers que des entreprises, de la conception d'espaces de vie à la gestion complète de chantiers. Depuis cinq ans, elle a choisi d'élargir son horizon en proposant du consulting en architecture, urbanisme et environnement. Cette évolution traduit une conviction profonde : pour répondre aux défis contemporains, il faut dépasser la seule échelle du bâtiment et réfléchir aux dynamiques territoriales. C'est donc dans cette perspective qu'elle a intégré cette année le DU Urbanisme et architecture en contexte tropical multi-aléas, proposé sur le pôle Martinique de l'UA. « Intégrer cette formation est une manière de développer une expertise intellectuelle et méthodologique afin de contribuer à des politiques territoriales plus cohérentes, résilientes et justes », explique-t-elle.

Selon elle, « l'aménagement est un levier pour penser autrement nos villes, nos infrastructures et nos usages. Il structure ainsi la cohésion sociale et conditionne la résilience de nos territoires face aux crises ». Le DU lui a, entre autres, permis d'intégrer une dimension essentielle dans le contexte du dérèglement



climatique : le diagnostic territorial. « Il s'agit de croiser des données techniques, économiques, humaines et culturelles, précise Astrid. Ce travail ne se limite pas à une analyse froide, il révèle les forces et les fragilités d'un territoire, identifie les priorités et construit une vision stratégique commune ».

En Martinique, les vulnérabilités sont particulièrement visibles. « Nous avons, par exemple étudié les forces et faiblesses de certaines communes, raconte Astrid. À Fort-de-France, le quartier Trénelle illustre bien ces risques : bâti "en coup de main" sur le flanc d'un morne, il est menacé par les glissements de terrain et exposé aux cyclones comme aux séismes. »

Astrid s'est également familiarisée avec des outils fondamentaux comme les SIG, systèmes d'information géographique. « Ces outils permettent de superposer des données variées – réseaux, mobilités, risques naturels, équipements publics, données socio-économiques – et d'en tirer des scénarios d'aménagement cohérents. Ce sont des bases objectives, lisibles et partageables qui soutiennent la décision politique », poursuit-elle.

Un socle indispensable pour affronter le grand défi caribéen, à savoir concilier, dans un même mouvement, développement économique, justice sociale et durabilité environnementale.

« Trop souvent, les décisions sont prises dans l'urgence, projet par projet, sans vision globale, et cela a pour conséquence des incohérences avec des zones mal desservies, des espaces dégradés, le gaspillage de ressources, et surtout un sentiment d'injustice pour les habitants », avance la consultante. Selon elle, une planification « rigoureuse et partagée » est une solution. Rigoureuse, parce qu'elle s'appuie sur un diagnostic solide. Partagée, parce qu'elle doit associer tous les acteurs concernés : élus, techniciens, habitants, acteurs économiques et associatifs, via des espaces de dialogue

structurés et réguliers comme des ateliers citoyens, des concertations publiques ou des plateformes numériques participatives. Cette coconstruction donne de la légitimité aux décisions et permet d'anticiper les besoins réels plutôt que de subir les urgences. En un mot, « instaurer une gouvernance participative régulière, pour faire de l'urgence climatique une occasion de construire ensemble des décisions durables ».



Déplorant des décisions souvent prises dans l'urgence, projet par projet, sans vision globale, Astrid Siniamin-Rodap, plaide pour des espaces de dialogue structurés et réguliers comme des ateliers citoyens, des concertations publiques ou des plateformes numériques participatives.

« La nécessité d'une innovation constante »

Désireux d'impacter positivement son territoire et la vie de sa population, **Matthieu Pallud**, s'est lancé sur la voie de l'aménagement du territoire avec énergie et altruisme. En tant que futur aménageur, il entend « transformer les contraintes en véritable opportunité ».

Renouer avec un rêve perdu... C'est guidé par cette ambition que Matthieu Pallud, 22 ans, en dernière année de master de géographie, a choisi d'intégrer la première promotion du DU intitulé urbanisme et architecture en contexte tropical multi-aléas. « Il y a quelques années, j'avais tenté d'entrer dans une école d'architecture. Cela n'a pas abouti. Mais cette branche est toujours restée une vocation. Ce DU représente donc pour moi une manière d'y revenir. » Séduit par un enseignement riche « en cas pratiques » et particulièrement diversifié – du droit de l'urbanisme et de réglementation, aux risques naturels ou technologiques, en passant par la planification, la cartographie, la modélisation ou encore le dessin –, Matthieu voit dans cette formation une façon de mieux appréhender son futur métier et d'en mesurer pleinement les enjeux. « J'ai choisi l'aménagement du territoire pour la diversité de domaines qu'il mobilise – cartographie, urbanisme, paysage, sociologie... –. Mais ce sont surtout mes convictions qui m'ont guidé : je veux contribuer à améliorer la qualité de vie, en particulier celle des Martiniquais, et mettre en lumière les richesses que nos territoires tirent de leurs spécificités géographiques. » Son thème de mémoire portera sur la mise en avant et la caractérisation des matériaux géosourcés disponibles en Martinique. Objectif : identifier les gisements et proposer des filières de matériaux pouvant être normalisées afin de favoriser leur utilisation dans le bâtiment. « La Martinique étant un territoire multirisque, précise-t-il, ces matériaux locaux représentent un enjeu majeur pour renforcer la résilience, notamment dans le cadre de l'autoconstruction encadrée qui mobilise la main-d'œuvre de proximité et les ressources disponibles localement. » Selon lui, deux défis majeurs se posent dans l'aménagement du territoire : l'adaptabilité et la transposabilité des normes et réglementations



françaises, souvent peu adaptées aux régions insulaires et aux spécificités particulières, ainsi que la nécessité d'une innovation constante face aux défis du changement climatique. Matthieu estime que « le mode de construction doit évoluer dans un monde où les intempéries sont plus fréquentes et plus intenses, où les vagues de chaleur deviennent insoutenables et où la pression foncière ne cesse de croître. Nous devons, en tant qu'aménageurs, transformer ces contraintes en véritable opportunité ». Quant à sa vision de l'avenir de nos territoires en matière d'aménagement, Matthieu se révèle résolument optimiste et ambitieux. « Nous deviendrons de véritables laboratoires biologiques, explique-t-il. Confrontés à de nouvelles problématiques climatiques, d'autres pays pourront s'inspirer de notre expertise pour y faire face. Nos territoires deviendront pionniers dans de nombreuses stratégies d'adaptation et d'aménagement ». Pour illustrer son propos, Matthieu aborde le terrain sensible des algues sargasses, véritable fléau environnemental et sanitaire. « J'ai la conviction que dans 10 à 20 ans, nous aurons la capacité de maîtriser totalement ces vagues d'échouements, espère-t-il. Ces algues brunes pourraient être valorisées, soit en matériaux de construction, soit dans le cadre de stratégies de renforcement des côtes victimes d'érosion. »

De l'aventure à l'expertise

Diplômée en génie métallurgique, **Kassia Hadjaz** quitte, en 2023, son Algérie natale pour la Guyane. Sur place, elle découvre l'univers du BTP et entend mettre son expertise au service du territoire guyanais.

Un regard neuf, une ambition débordante. Kassia Hadjaz, 23 ans, ne connaît la Guyane que depuis deux ans et rêve aujourd'hui d'y insuffler énergie et expertise. En 2023, un master en génie métallurgique en poche, Kassia, originaire de Tizi-Ouzou, en Algérie, décide de poursuivre ses études en France. Elle choisit la Guyane et ses grands espaces, destination, les bancs de la fac en licence mécanique et matériaux. Son ambition ? Travailler en Guyane, après sa licence, dans le domaine du bois. Mais lors de son stage en alternance, effectué chez Eiffage infrastructures, elle a découvert l'univers du BTP. « J'ai voulu aller plus loin et me suis orientée, en 2024, en licence Génie civil et construction en zone tropicale, puis en master Génie civil en 2025, confie-t-elle. L'aménagement du territoire est un domaine fascinant, car il façonne directement la vie des habitants. En Guyane, il y a des défis uniques : l'immensité du territoire, la richesse écologique, mais aussi la nécessité de développer des infrastructures adaptées. Ce qui me passionne, c'est de participer à ce développement, de contribuer à un aménagement durable qui peut servir la population tout en respectant l'environnement. Cette licence m'a permis de renforcer mes compétences techniques, tout en développant une vision plus globale de l'aménagement, avec une prise en compte des enjeux environnementaux, sociaux et économiques ». Plutôt complète, la formation couvre, en effet, l'étude de la réglementation, la planification et la gestion de projets, mais aussi des cas pratiques à partir de cas

existants. « J'ai notamment travaillé sur l'amélioration énergétique d'une maison créole, poursuit Kassia. À partir de données tangibles, des logiciels sont capables de fournir un diagnostic précis et d'avancer des solutions possibles. Dans le cas de cette maison, des alternatives simples pourraient améliorer les choses, comme une isolation du toit, le changement d'appareils ménagers, de nouvelles ouvertures et l'installation de systèmes intelligents capables de gérer la consommation. » Le stage pratique permet aux étudiants d'être directement confrontés à la réalité du terrain, que ce soit dans les études ou sur les chantiers. « J'ai appris que l'aménagement du territoire ne se limite pas à construire : c'est anticiper, dialoguer et trouver un équilibre entre technique, budget et environnement. J'ai acquis des compétences solides au laboratoire, en études et en conduite de travaux, mais aussi une sensibilité au développement durable, qui est essentielle en Guyane ».

Pour son mémoire de master Kassia souhaite travailler sur la conception d'infrastructures résilientes adaptées au climat tropical. « Ici, les pluies intenses, l'humidité et les sols fragiles représentent un vrai défi pour la durabilité des routes et des ouvrages. Mon objectif est de proposer des solutions techniques et organisationnelles qui permettent de construire mieux, plus durablement et en tenant compte du contexte local ». Kassia pense en particulier à l'intégration systématique de matériaux recyclés, l'usage de matériaux biosourcés, ou encore la conception bioclimatique qui permet la réduction des besoins énergétiques des bâtiments.

Toujours en alternance à Eiffage en tant qu'assistante responsable d'études et conductrice de travaux, elle travaille aussi sur des projets plus ambitieux pour la Guyane. « Nous étudions la mise en place, localement, d'une infrastructure de recyclage de verre domestique. L'objectif serait de valoriser cette ressource dans le secteur du BTP, en particulier pour la construction de routes ». Le verre, reconnu pour sa solidité et ses propriétés thermiques, pourrait ainsi devenir un matériau alternatif contribuant à des infrastructures plus durables.



Du dessin technique à l'aménagement durable

Entre retour aux sources et projections vers l'avenir, **Kwassy Benetruy** mise sur l'urbanisme tropical pour bâtir autrement en Martinique.



© Jean-Albert Coomann

« Je me suis rendu compte que tout ce que j'avais appris durant mes études, que ce soit dans l'Hexagone ou même en Martinique, ne correspondait pas aux réalités du terrain en zone tropicale, confie Kwassy Benetruy, 28 ans. Ni le DUT génie civil construction durable obtenu à Bordeaux, ni la licence en génie civil suivie en Martinique n'avaient intégré les contraintes

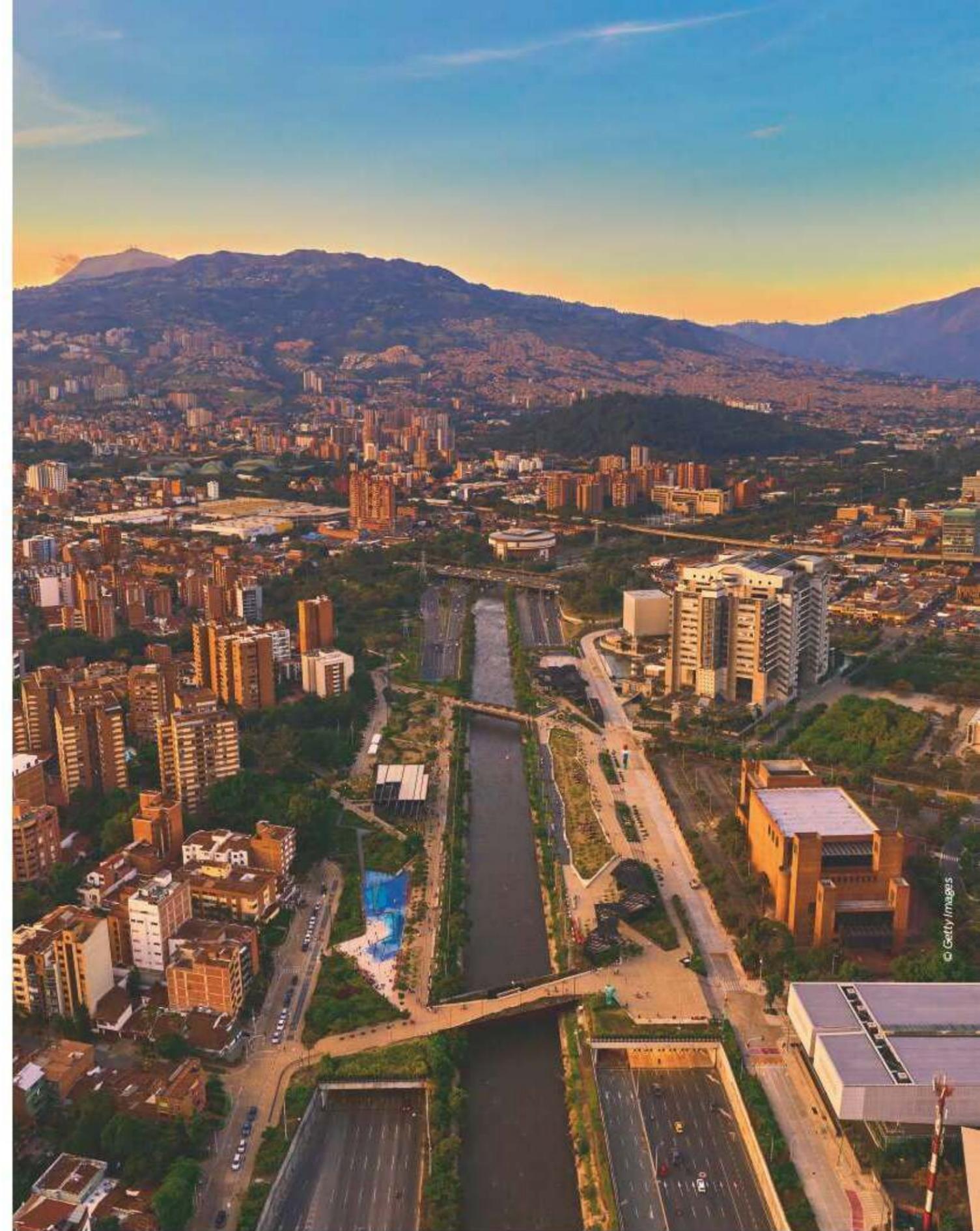
propres à nos territoires : relief accidenté, aléas climatiques et risques naturels ».

L'ouverture du nouveau DU urbanisme et architecture en contexte tropical multi-aléas proposé par l'UA sur le pôle Martinique, arrivait donc à point nommé pour ce jeune homme de retour au pays avec la ferme intention d'y bâtir son avenir. Après quatre années passées à Bordeaux comme dessinateur projeteur*, Kwassy vise désormais le métier qui l'anime depuis toujours : conducteur de travaux. « J'ai toujours rêvé d'un travail de terrain, explique-t-il. Être conducteur de travaux, me permet de suivre un chantier de A à Z tout en assurant la gestion humaine. C'est passionnant ! » Dans le cadre de son DU, Kwassy va effectuer quatre mois de stage au sein du centre territorial d'exploration de la biodiversité de la Martinique (CTEBioM), à Fort-de-France. Il sera chargé de piloter le projet de construction d'un nouveau bâtiment destiné à accroître la capacité d'accueil de l'institut. « Cette mission me réjouit : je serai au cœur des politiques territoriales, en lien avec les élus, et je pourrai voir comment les décisions se traduisent concrètement ». Son mémoire portera d'ailleurs sur ce chantier, avec pour objectif de concevoir un centre de recherche résilient et adapté à son environnement.

Cette formation lui offre donc la possibilité de porter un nouveau regard : penser les projets à l'échelle du territoire plutôt que de se limiter au dessin technique. « Je retiens surtout qu'un territoire est façonné par sa population, elle-même marquée par son histoire. J'ai découvert, par exemple, que l'architecture coloniale recelait déjà des solutions adaptées au climat : maisons fraîches et ventilées grâce à des terrasses entourant l'habitation et à la multiplication des ouvertures. Aujourd'hui, beaucoup de logements sont mal orientés et privés de ces dispositifs, souvent pour des raisons budgétaires, mais cela entraîne au final des dépenses énergétiques accrues pour les rafraîchir. »

En matière de résilience, Kwassy estime que la question des infrastructures routières est cruciale. « Un réseau mal pensé ne crée pas seulement des embouteillages, il peut isoler rapidement des populations en cas de crise. Pour les décennies à venir, je préconiserais des solutions hybrides entre le routier et le ferroviaire. Par exemple, transformer l'une des deux voies du TCSP en voie ferrée et remplacer une partie des ronds-points par des échangeurs. »

*Dessinateur projeteur : concevoir et dessiner les plans nécessaires à la réalisation de tout ou partie de projets de construction.



© Getty Images

À Medellín, en Colombie, l'architecte Carlos Betancur (agence opus) a repensé l'architecture de la ville en fonction des cours d'eau qui la traverse. En 20 ans, la création de corridors verts a permis de réduire de 2°C la température de la ville.

3 QUESTIONS À

Pascal Saffache, professeur des Universités et directeur de l'institut d'urbanisme, d'architecture et d'aménagement des Antilles (IU3A)



© Jean-Albert Coorman

« ÉLABORER DE NOUVELLES NORMES »

L'université des Antilles (UA) a lancé en 2025 un diplôme universitaire (DU) Urbanisme et architecture, en contexte tropical multi-aléas. Intégré au nouvel institut d'urbanisme, d'architecture et d'aménagement des Antilles (IU3A), il forme, sur le pôle Martinique, des professionnels capables de concevoir des aménagements durables et résilients, adaptés aux spécificités micro-insulaires et tropicales de la Caraïbe. En ce mois d'octobre, l'IU3A lancera son laboratoire expérimental dédié à l'urbanisme et à la construction en contexte tropical insulaire. Ce Labex entend tester, caractériser et normaliser les matériaux les plus adaptés.

Pourquoi ce laboratoire a-t-il été créé et quels besoins spécifiques vise-t-il à résoudre ?

Le laboratoire expérimental ou Labex adossé à l'IU3A a pour mission d'identifier des solutions en matière de matériaux de construction adaptées aux réalités tropicales insulaires, où chaleur, humidité, salinité et risques naturels majeurs imposent des contraintes particulières. Dans ce contexte, investisseurs, opérateurs, institutions publiques et assureurs ont

besoin de garanties solides sur la résilience des matériaux et des techniques mobilisées.

Le laboratoire concentre ainsi ses travaux sur deux grands champs d'action complémentaires : d'une part la cartographie et l'analyse des risques climatiques et naturels, afin de mieux cerner les zones sensibles et les enjeux humains, économiques et infrastructurels ; d'autre part, l'étude du comportement thermique, de l'élasticité et de la résistance des matériaux pour identifier ceux qui répondent le mieux aux contraintes locales.

Au-delà de la recherche académique, le Labex ambitionne de centraliser les solutions locales et de les inscrire dans une démarche de normalisation propre aux réalités antillaises. En s'appuyant sur l'expertise d'architectes et d'ingénieurs tels que Serge Gunot, Camille Roger-Petit, Frank Hubert ou encore Didier Deris, le laboratoire se positionne comme un incubateur et un cluster professionnel capable de fournir un lieu, des outils, des guides et des solutions techniques adaptées aux contraintes locales.

Quels matériaux seront testés et quels équipements permettront d'évaluer leur résistance ?

Les principales cibles sont les matériaux de construction présents sur nos marchés régionaux (briques/parpaings, tuiles, structures et armatures métalliques, tôles et ouvertures). L'objectif est de traiter la question des principaux risques naturels (sismique et cyclonique) en vue de mieux adapter les normes constructives actuelles de nos territoires au défi du changement climatique. En clair, face à la palette des risques naturels majeurs, il convient de proposer – dans une démarche de recherche-action – les meilleures réponses pour que les matériaux soient les plus résistants aux séismes (magnitude 7 à 8) et aux vents cycloniques (+ 250 km/h).

Comment les résultats de ce laboratoire seront-ils utilisés par les professionnels du secteur ?

Le Labex fonctionne comme un véritable banc d'essai : il vise à caractériser les filières locales, tester les matériaux existants face aux risques climatiques actuels et futurs, puis identifier ceux qui doivent servir de référence pour l'élaboration de nouvelles normes à proposer aux pouvoirs publics. L'objectif est d'assurer la durabilité des bâtiments en milieu tropical insulaire, d'améliorer les modes constructifs, de renforcer leur performance thermique et énergétique dans une logique de décarbonation du secteur et d'ouvrir la voie à un processus de certification et de normalisation des matériaux sur le sol martiniquais. En parallèle, à la demande de la CTM (Collectivité territoriale de Martinique), le laboratoire travaille à la transposition des normes de construction à l'échelle de la Martinique, mais aussi du bassin caribéen et de l'Amérique centrale, afin de créer de nouvelles chaînes de valeur et de mobiliser les biens et services régionaux au bénéfice des acteurs du bâtiment et de la reconstruction.

« L'aménagement est un levier pour penser autrement nos villes, nos infrastructures et nos usages ».

Astrid Siniamin-Rodap,
maître d'œuvre experte amiable et architecte d'intérieur

LA CCI IG, UN ACTEUR CLÉ DE L'AMÉNAGEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Quelle est la vision stratégique de la CCI IG en matière d'aménagement et de développement du territoire ?

La CCI IG représente les intérêts du commerce, de l'industrie et des services en Guadeloupe dans les projets d'urbanisme et d'aménagement. Elle peut également investir dans la construction ou la gestion d'infrastructures, tout en portant une vision stratégique en plaçant l'aménagement du territoire au service de l'économie de la Guadeloupe.

Nous devons répondre à plusieurs impératifs : la **sobriété foncière**, en privilégiant la réhabilitation et l'optimisation des espaces existants plutôt que l'étalement ; la prise en compte des **contraintes environnementales et du changement climatique**,

qui imposent d'adapter nos infrastructures et de renforcer leur résilience de nos entreprises ; le **logement**, qui doit répondre aux besoins des populations et des salariés pour soutenir l'attractivité des bassins d'emploi, et la **mobilité**, avec des transports plus efficaces, accessibles et durables pour désenclaver les territoires et accompagner la transition énergétique et enfin la **redynamisation des centres-bourgs**, qui doivent retrouver leur rôle de lieux de vie et de vitalité économique, tout en répondant aux nouveaux besoins des consommateurs et aux enjeux de l'économie numérique.

C'est ensemble - institutions, élus, entreprises et citoyens - que nous devons bâtir un Archipel plus équilibré, compétitif et durable.

De quelle manière la commission Aménagement du territoire et Transport terrestre accompagne-t-elle les acteurs de l'archipel ?

La commission Aménagement du territoire et Transport terrestre travaille sous l'égide de la présidence et du bureau de la CCI IG.

« La CCI IG agit dès aujourd'hui pour bâtir l'économie de demain, avec et pour les Guadeloupéens »

Nous participons aux comités techniques afin que les projets reflètent les réalités locales et les besoins des entreprises. Nous soutenons des projets structurants, émettons des avis sur les documents de planification et travaillons avec nos partenaires à la structuration du transport routier, enjeu clé de mobilité et de transition énergétique. Nos actions visent aussi à créer des synergies entre acteurs économiques et à anticiper les évolutions des filières. L'innovation dans le transport constitue un axe fort : la CCI IG organisera en 2026 le premier salon du transport routier et de la logistique, qui réunira l'ensemble des professionnels de la filière.

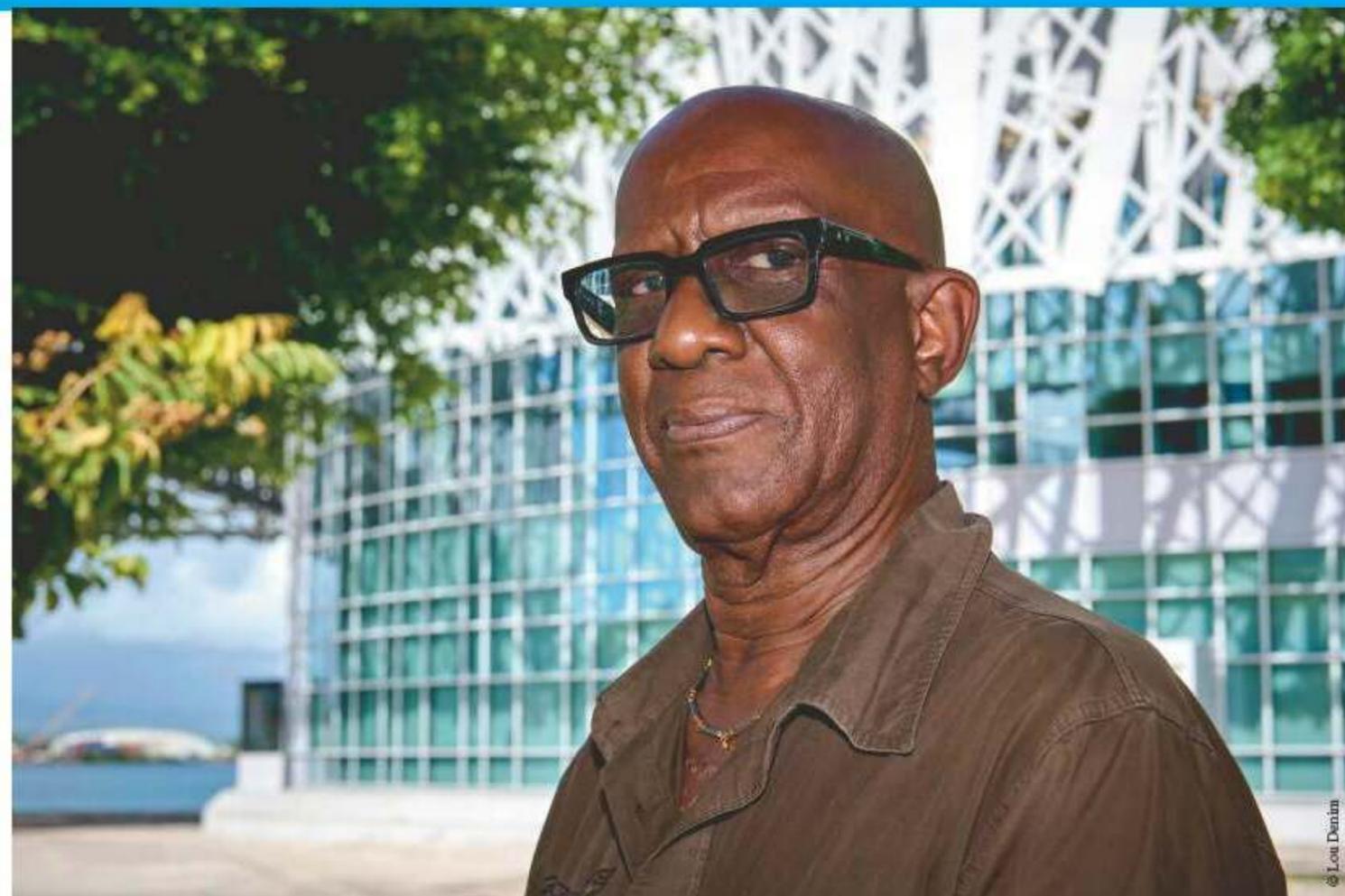
Quels grands projets d'aménagement du territoire la CCI IG accompagne-t-elle actuellement ?

La CCI IG est très impliquée dans les programmes nationaux de revitalisation urbaine comme Action Cœur de Ville pour les villes de Pointe-à-Pitre, des Abymes et de Basse-Terre, ainsi que Petites Villes de Demain pour Le Moule. Elle participe aux concertations sur le futur CHU et à la révision du SAR*, enjeu capital pour que la voix des entreprises soit entendue et que leurs besoins soient pris en compte dans les grandes orientations.

Nous accompagnons collectivités, maîtres d'ouvrage et commerçants pour maintenir l'activité économique malgré les contraintes liées aux travaux. Cela passe par des ateliers, des solutions pour dynamiser le commerce de proximité et l'anticipation des impacts des transformations urbaines.

Au Moule par exemple, lors de l'enfouissement des réseaux électriques, la CCI IG a joué un rôle de médiateur entre mairie, entreprises et commerçants, afin de limiter les perturbations et préserver l'activité locale.

Chaque projet soutenu intègre la transition énergétique, l'économie circulaire et la prévention des risques naturels, pour allier croissance, durabilité et qualité de vie pour les habitants.



Patrick Loulsar, président de commission transports

Comment la CCI IG prend-elle en compte les risques naturels dans sa stratégie ?

Dans un territoire exposé aux cyclones, séismes ou inondations, il est essentiel d'intégrer la dimension du risque naturel dans toute stratégie d'aménagement. La CCI IG a signé une convention avec le **PAPI (Programme d'actions de prévention des inondations)** de Cap Excellence. À travers cette convention, le Pôle appui aux territoires sensibilise et accompagne les entreprises.

Nous proposons aux chefs d'entreprise un **parcours d'accompagnement gratuit** : diagnostic, recommandations et mesures concrètes pour protéger leur activité et assurer la continuité économique en cas de crise. L'objectif est de renforcer leur résilience et de

préparer le tissu économique aux défis climatiques et aux aléas naturels. En ce sens, la CCI IG se positionne comme un acteur de prévention et d'anticipation, et encourage d'autres collectivités à franchir le pas, afin de créer les conditions optimales de développement et de sécurité pour nos entreprises.

Notre ambition : que la Guadeloupe soit perçue comme un territoire attractif, moderne et résilient, capable d'attirer de nouveaux investisseurs tout en permettant aux entreprises locales de se développer durablement. La CCI IG agit dès aujourd'hui pour bâtir l'économie de demain, avec et pour les Guadeloupéens.

* Schéma d'aménagement régional



1^{er} ACCÉLÉRATEUR DES ENTREPRISES

Contact CCI IG : 05 90 93 77 22
territoires@guadeloupe.cci.fr
www.guadeloupe.cci.fr

Architecture

SANS COOPÉRATION, PAS DE PROJET !

« Ménager un monde de vivants », c'est le thème retenu pour la Journée nationale Architecture et Territoire qui se tient au Mémorial ACTe, le 17 octobre 2025. L'occasion pour Erick Halley, président de l'Ordre des Architectes de Guadeloupe, de préciser les déclinaisons régionales de cette manifestation. Un mot d'ordre : mobiliser les acteurs pour créer une synergie constructive.

Texte Anne de Tarragon - Photo Lou Denim



Erick Halley, président de l'Ordre des Architectes de Guadeloupe

Vous avez choisi pendant cette Journée, au travers d'ateliers dédiés, d'insister sur la nécessité de mobiliser tous les acteurs des projets d'aménagement...

Effectivement, nous déclinons le projet choisi pour la Journée nationale Architecture et Territoire « Ménager un monde vivant », autour d'une problématique, sur laquelle nous avons mis l'accent dès le début de ma mandature en avril 2024 : trouver des solutions concrètes pour pallier les dysfonctionnements des processus de projet, tant architecturaux qu'urbains. Notre objectif est donc de faire se rencontrer, à l'occasion d'une plénière et d'ateliers, les différents acteurs de l'acte de bâtir et aménager, afin de fluidifier le processus de conception.

Au-delà d'un travail en synergie, il s'agit pour vous d'alerter sur la nécessité d'une présence forte de l'architecte, en amont du projet. En jeu, la fluidité, l'efficacité, la rapidité ?

Oui. Nous militons sur le fait que c'est le rôle de l'architecte d'être aux côtés des décideurs et porteurs de projet depuis l'intention de projet. Parce qu'il existe parfois des écarts notables entre volonté politique, pas toujours ajustée au développement du territoire, et réalisation du projet. Parce qu'une multiplicité d'acteurs mais aussi de démarches et agréments administratifs intervient autour de la conception et de la réalisation d'un projet. Nous souhaitons sensibiliser les différentes parties prenantes à l'intérêt de la pré-instruction et de rencontres organisées, avant même de solliciter les décisions administratives, pour gagner en vitesse et en efficacité lors de l'instruction. Cela permettrait aussi à l'architecte d'être alerté en amont sur les difficultés potentielles du projet et de simplifier considérablement la tâche des services instructeurs. Il ne faut pas oublier qu'on construit pour un client ou une collectivité : ainsi lorsqu'un projet d'école est retardé pendant des mois, ce sont les enfants qui en pâtissent. Une concertation en amont serait objectivement un vrai bénéfice pour tous.

Quelles autres déclinaisons donnez-vous au thème « ménager le vivant » ?

Ménager le vivant, c'est s'occuper des occupants en proposant aux futurs habitants des lieux de vie fonctionnels, aux normes, mais aussi agréables à vivre et esthétiques, pour accroître leur fierté mais aussi les inciter à y rester, tout en ayant un vrai projet de vie de quartier, de ville, de territoire. Ménager le vivant, c'est aussi ménager nos ressources, notre faune, notre flore, favoriser la réhabilitation et la faire reconnaître d'intérêt public. C'est un vrai changement

d'usage, car l'état de la planète, et a fortiori de notre territoire aux ressources limitées, implique que nos conceptions soient les moins gourmandes en énergie possible, avec un bilan carbone vertueux. Promouvoir la reconstruction de la ville sur la ville pour ne pas accroître l'étalement urbain, limiter l'artificialisation de terrains qui accroît les inondations, a encore plus de sens en Guadeloupe... Étudier la requalification des espaces, proposer la réhabilitation, valoriser le réemploi dans les projets à venir et convaincre nos clients quand c'est possible, c'est aussi notre rôle.

Lors de votre prise de fonction en tant que président de l'Ordre, en avril 2024, vous aviez annoncé que l'accent serait mis sur l'application des règles et de la déontologie au sein de l'ordre. Qu'en est-il ?

Nous avons en effet constaté des abus et dysfonctionnements qui nuisaient à l'image de la profession et à la confiance des Guadeloupéens à notre égard. L'Ordre des architectes a pour mission de protéger le public et les clients des architectes. Il s'assure que les architectes qui portent le titre sont assurés, formés et respectent le code déontologique. Il a aussi pour mission de protéger le titre. L'architecte a fait des études, il est diplômé et il prête serment « d'exercer dans l'intérêt public avec conscience et probité afin d'améliorer le quotidien des citoyens et de l'aménagement du territoire ». Le Conseil de l'Ordre a donc logiquement un rôle de régulation et de police sur sa profession. Ce contrôle nous a contraints à saisir la chambre régionale de discipline pour 4 confrères qui ne respectaient pas ce code. Par ailleurs nous avons porté plainte devant le Procureur de la République contre six autres personnes se faisant passer pour architectes. Notre rôle de protection de la population, c'est aussi ça.

Habitat

CONSTRUCTIONS ET RÉHABILITATIONS : À CONJUGUER POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE

Filiale du groupe Action Logement, porteur d'une mission d'utilité sociale, acteur central du logement abordable en Guadeloupe, **Sikoa** fait de la rénovation urbaine et de la réhabilitation des résidences anciennes son cheval de bataille. Explications avec son directeur général, Nicolas Gigot.

Texte Sandrine Chopot - Photo Nicky Mariette



Nicolas Gigot, directeur général de SIKOA. Inauguration de la résidence Louis Delgres, Basse-Terre, avril 2025

Construire des logements neufs et, en même temps, réhabiliter le patrimoine ancien, est-ce un défi de taille à relever ces prochaines années ?

Nicolas Gigot : Si la population de Guadeloupe continue de vieillir et de perdre des habitants, on constate qu'elle gagne en nombre de ménages. Selon l'INSEE, on compte environ 1 000 ménages de plus/an, 1 ménage équivaut à 1 logement. Les pouvoirs publics ont besoin de soutenir la construction des logements pour répondre à cette transition démographique rapide. En parallèle, nous devons réhabiliter notre patrimoine ancien, pour l'adapter au vieillissement de la population, plus de 10 % de nos locataires ont 75 ans et +. Il est urgent de repenser des logements plus petits et mieux adaptés pour accueillir les seniors mais aussi les jeunes, sachant que la moitié des ménages ne compte qu'une seule personne, et que notre parc immobilier compte 40 % d'appartements de type F4 et + ! À notre échelle, sur 7 000 logements, la moitié est à réhabiliter d'ici 10 ans. En tout, Sikoa engagera dans le territoire un investissement de 700 M€ en 10 ans, la moitié en réhabilitation et la moitié en constructions neuves. C'est considérable pour l'économie du territoire !

Construire, réhabiliter, mais pas n'importe comment ?

Dans certains quartiers de la Guadeloupe, Sikoa est propriétaire majoritaire. Notre utilité sociale, que ce soit pour des logements en location ou à la vente, est de proposer un cadre de vie et une qualité de service optimale à nos locataires et professionnels. Nous restons convaincus de l'importance de mixer du locatif très social avec du locatif social, du locatif intermédiaire, de l'accession à la propriété. Au-delà de notre responsabilité sociale et patrimoniale, nous endossons également une responsabilité urbaine. Les nouveaux projets doivent intégrer plusieurs facteurs : le stationnement, les mobilités douces, le rapport entre l'espace résidentiel et public, la lutte contre les îlots de chaleur, la gestion des eaux fluviales, le tri sélectif, la maîtrise de la consommation électrique, etc. Pour exemple, pour éviter le recours à la climatisation, nous travaillons sur des modèles de logements traversants, équipés de brasseurs d'air performants. Nous allons aussi proposer un plan de production d'énergie renouvelable sur nos toitures avec la pose de panneaux

photovoltaïques en autoconsommation. Enfin, la question de la préservation de la biodiversité reste fondamentale surtout dans un territoire comme la Guadeloupe. Pour ce faire, il est essentiel de pouvoir coopérer avec les collectivités et organismes du réseau pour améliorer les services urbains.

Malgré l'ampleur du chantier, vous semblez plutôt optimiste ?

J'ai l'optimisme de l'action ! Nous avons réussi à construire de bonnes relations avec nos associations de locataires. Nous sommes déterminés à trouver des solutions pour répondre aux défis de la construction et de la réhabilitation. Reste à trouver un écho favorable auprès de l'État pour conserver les moyens de financement afin que nous ayons la capacité de continuer à construire du neuf pour renouveler notre patrimoine. Les maires, les politiques locales, doivent nous faire confiance. Depuis 50 ans, Sikoa démontre sa capacité à gérer une diversité d'offres de logements afin que toutes les catégories sociales puissent trouver leur place dans leurs communes. L'écoquartier de Gabarre, notre « vaisseau amiral », devrait permettre de franchir une nouvelle étape dans la rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre couplant innovation, mixité sociale, et résilience environnementale. C'est d'ailleurs là que nous allons construire notre nouveau siège social pour être au plus près de nos logements et de nos locataires !

Les qualités du logement social

Le 85^e congrès HLM de l'Union sociale pour l'habitat qui s'est tenu à Paris du 23 au 25 septembre avait pour thème « Les qualités du logement social ». Une occasion pour les professionnels de l'habitat et les décideurs des organismes HLM des Outre-Mer d'échanger sur leurs pratiques professionnelles, leurs savoir-faire, les difficultés rencontrées, pour trouver des solutions pérennes adaptées aux spécificités des territoires ultramarins.

Environnement

LES EAUX DE L'ARCHIPEL SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Tous les six ans, l'**Office de l'eau** dresse un état des lieux des eaux souterraines, du littoral et des cours d'eau de l'archipel, comme l'expliquent Cédric Vincent, directeur adjoint de l'OE971 et directeur du pôle planification et programme, et Jocia Mounsamy, chargée de mission état des lieux.

Texte Caroline Bablin - Photo Lou Denim



Cédric Vincent, directeur adjoint de l'Office de l'eau Guadeloupe et directeur du pôle planification et programmes aides et subventions

Quel est le rôle de l'Office de l'eau ?

Cédric Vincent : L'Office de l'eau pour le bassin hydrographique de la Guadeloupe et Saint-Martin a été créé en 2006, après la loi d'orientation pour l'outre-mer de 2000. Il s'agit d'un établissement public administratif rattaché au Département, mais disposant de son propre budget et de son propre conseil d'administration. Il est chargé du suivi de la qualité écologique des nappes souterraines, des eaux littorales et des cours d'eau superficiels ; de l'application des directives européennes telles que la Directive-cadre sur l'eau (DCE), et de la mise en œuvre du Programme pluriannuel d'intervention (PPI), c'est-à-dire les mesures et actions du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) qui relèvent de ses compétences. Enfin, parmi les missions de l'Office de l'eau, figurent aussi la formation des agents des collectivités et des opérateurs privés de l'eau potable et de l'assainissement, ainsi que l'information et la sensibilisation du grand public.

Comment sont définies les actions à mener pour préserver les milieux aquatiques ?

Jocia Mounsamy : Tous les six ans, un état des lieux est réalisé afin de déterminer les orientations à donner dans le SDAGE. Celui-ci est réalisé à partir des données collectées sur les six dernières années. Des prélèvements sont effectués dans tous les milieux aquatiques surveillés. Concernant les cours d'eau et l'étang de Gaschet, par exemple, nous avons 38 stations de surveillance géoréférencées au niveau européen. Ça, c'est pour les mesures. Ensuite, nous évaluons toutes les pressions qui s'exercent sur les milieux (assainissement, agriculture, prélèvements d'eau...) et pour ce faire, nous travaillons en partenariat avec

les autres organismes du territoire tels que le Parc national, l'Inrae (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement), ou encore la DEAL (Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement). En décembre, nous validerons l'état des lieux qui permettra d'élaborer le SDAGE 2028-2033.

Des exemples d'actions concrètes qui ont été mises en place dans le cadre du SDAGE ?

J. M. : Lors de l'état des lieux 2019, nous avons relevé une forte incidence des fertilisants et produits phytopharmaceutiques utilisés en agriculture sur la dégradation des milieux. À la suite de ce constat, a été créé l'éco-organisme Agrivalor, chargé de collecter les bidons usagers et produits non utilisés afin qu'ils soient traités dans des filières agréées et ne se retrouvent plus dans la nature. De la même manière, nous avons observé une dégradation des masses d'eau due aux rejets polluants issus de l'assainissement. Par rapport à cela, plusieurs actions ont été mises en place dans le cadre du SDAGE pour accompagner la réhabilitation de stations d'épuration collectives et non collectives. Ces exemples montrent que l'état des lieux n'est pas seulement un diagnostic : c'est un outil qui permet de transformer les constats scientifiques en actions concrètes, au service de la préservation des milieux aquatiques et donc de la résilience du territoire guadeloupéen.

Concernant la ressource en eau, où en sommes-nous aujourd'hui en Guadeloupe ?

C. V. : Nous avons pu constater que, pour la première fois, les prélèvements d'eau se sont stabilisés en 2023 à hauteur de 110 millions de mètres cubes. Après des années d'augmentation de près de 4 millions de mètres cubes par an, c'est un résultat encourageant. Cette stabilisation peut s'expliquer par l'amélioration du rendement des réseaux – les recherches de fuites et les travaux déjà effectués – et aussi par la baisse de la démographie dans l'archipel.

Dans quelle mesure l'Office de l'eau collabore-t-il avec ceux qui sont chargés de la distribution de l'eau potable, en l'occurrence le SMGEAG et la communauté de communes de Marie-Galante ?

C. V. : Nous accompagnons ces opérateurs par de l'expertise technique et des financements pour effectuer des études ou des travaux sur les services d'eau potable et d'assainissement. L'Office de l'eau contribue par exemple à hauteur de 19 millions d'euros au programme pluriannuel d'investissement 2024-2027 du SMGEAG. Ces fonds sont alloués au renouvellement des compteurs d'alimentation en eau potable et pour la plus grande part, 16 millions d'euros, à la réhabilitation des stations d'épuration de plus de 2 000 EH*. Nous faisons aussi de l'expertise, puisqu'un ingénieur en chef de l'Office de l'eau a été mis à disposition du SMGEAG.

* Équivalent-habitant



Jocia Mounsamy, chargée de projet état des lieux 2025

Logement

DEVENIR PROPRIÉTAIRE ? OUI C'EST POSSIBLE !

Terres Caraïbes, l'Établissement public foncier (EPF) de la Guadeloupe et de Saint-Martin a été agréé Organisme foncier solidaire (OFS), pour déployer une nouvelle offre de logement : le Bail réel solidaire. Explications de Corinne Vingataramin, directrice générale de Terres Caraïbes.

Texte Anne de Tarragon – Photo Lou Denim

L'Établissement public foncier de Guadeloupe a créé en 2021 un OFS, qu'est-ce que c'est ?

L'OFS ou Organisme foncier solidaire est un organisme qui produit du logement en accession pour les personnes soumises à critères de ressources. Nous avons décidé en 2021 de solliciter l'agrément OFS pour compléter la mission principale de l'EPF, qui consiste à produire du foncier pour des programmes d'habitat. En Guadeloupe, 70 % de nos acquisitions sont consacrées à la production de logements. Or, il y a une véritable nécessité à diversifier l'offre de logement souvent constituée de programmes collectifs en locatif social ou très social. Nous avons créé le premier OFS des territoires ultramarins, et nous sommes les premiers à porter aujourd'hui les opérations de BRS neuf.

Qu'est-ce que le BRS ?

Le BRS ou Bail réel solidaire est un nouveau type de logement en accession réservé aux primo-accédants et destiné exclusivement à la résidence principale ce qui est une grande première. Les conditions d'accessibilité sont précisément fixées par les textes de loi, il s'agit de conditions de ressources essentiellement, une grande partie de la population guadeloupéenne peut y prétendre. Aujourd'hui c'est le seul produit anti-spéculatif, durablement abordable qui existe sur le marché du logement social.

Qu'est-ce qui le rend abordable ?

Le BRS repose sur un principe fondamental qui est celui de la dissociation du foncier et du bâti. Le prix du foncier n'est pas répercuté sur le prix de vente des logements. Cela rend l'acquisition d'un logement neuf possible à un prix bien inférieur à celui du marché et ce, même en zone tendue. Ainsi vous devenez propriétaire pour une durée de 99 ans uniquement de la partie bâtie du logement et vous louez le terrain pour une somme modeste à l'Organisme foncier solidaire (OFS) qui

reste propriétaire du terrain. C'est un logement en accession à la propriété qui revient 30 à 40 % moins cher qu'un logement classique, avec un même niveau de prestation.

De quels types de logement s'agit-il ?

L'OFS a fait le choix de programmes de petite taille, bien insérés dans le tissu urbain, auxquels un grand soin a été porté en termes de qualité architecturale des bâtis et de prestations. On a des programmes individuels ou collectifs en fonction des communes, adaptés à tous les budgets. Cela nous différencie du logement classique social, et répond à un souhait « d'habiter autrement », de sortir du locatif pour accéder à la propriété. Le BRS offre aux familles un vrai choix. Après la livraison des logements, nous accompagnons les familles pendant une durée relativement longue, nous leur apprenons à devenir propriétaire et copropriétaire en leur rappelant leurs droits et obligations. Cet accompagnement est notre marque de fabrique.

Le BRS est-il déjà en place en Guadeloupe ?

Oui. Les permis de construire des deux premiers programmes ont été déposés. Cela concerne dans un premier temps 23 logements collectifs aux Abymes, l'opération « Les Victorieuses » et deux maisons individuelles à Capesterre-Belle-Eau, l'opération « Alliance 1 et 2 ». Les premiers BRS seront signés d'ici la fin de l'année. Les premières commercialisations de maison ou appartement clefs en main se passent bien. Notre objectif est de déployer dans les cinq ans à venir une opération par commune, soit environ une cinquantaine de logements par an.

Comment savoir si on est éligible ?

La plateforme BoRiS permet de tester son éligibilité et renvoie sur le site de l'OFS où déposer une demande en ligne. Cela nous permet de qualifier et quantifier la demande, la localiser en vue d'adapter notre offre.



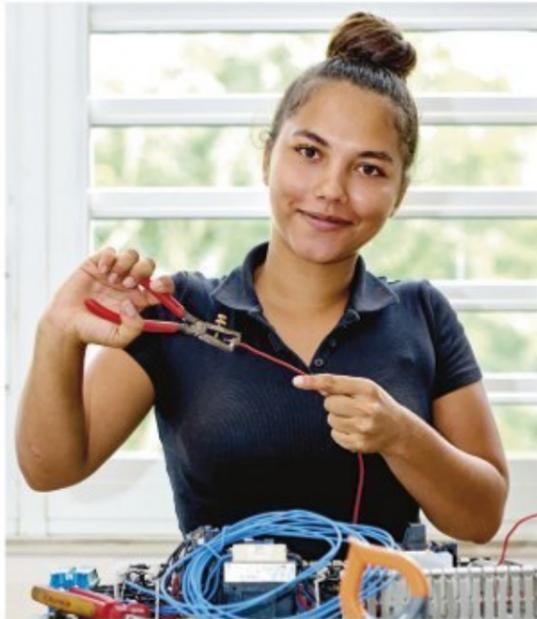
La mission essentielle de Terres Caraïbes est d'accompagner les collectivités dans l'élaboration de leur stratégie foncière et de les mettre en œuvre, le foncier étant le socle de toutes les politiques sectorielles. Sa mission essentielle est l'acquisition et le portage de biens. L'établissement a néanmoins développé depuis sa création en 2013, cinq autres activités telles que le proto aménagement, la régulation foncière, l'ingénierie foncière, le conseil auprès des communes ainsi que l'aide à l'amorçage des projets et depuis 2021, l'activité d'OFS. C'est le premier organisme de ce type dans les outre-mer, il permet de réaliser les opérations en Bail réel solidaire.

Corinne Vingataramin, directrice générale Établissement public foncier local de Guadeloupe

Formation

REDORER LE BLASON DU BTP !

Pour répondre aux besoins économiques du territoire, le **GRETA CFA de Guadeloupe** propose des formations professionnelles en apprentissage dans le secteur du BTP. Explications avec Christelle Germain, conseillère en formation professionnelle pôle BTP-Transport logistique. Texte Sandrine Chopot - Photo Lou Denim



Maëlle Duval, formation technique froid, commercial et climatisation au lycée du Lamentin

Le BTP peine à attirer de nouveaux talents. Pourquoi ?

Le secteur du BTP est encore marqué par de nombreux clichés : métier difficile physiquement, rémunération insuffisante, etc. Ce déficit d'image fait que les entreprises ont du mal à recruter et doivent souvent faire appel à de la main-d'œuvre extérieure. Pourtant, les conditions de travail se sont considérablement améliorées et les salaires peuvent être très attractifs. Un jeune bien formé et motivé peut y construire un bel avenir professionnel !

La baisse de l'aide aux entreprises pour l'apprentissage est-elle aussi un frein ?

Effectivement. Selon la taille de l'entreprise, le

montant de l'aide à l'embauche d'apprentis est passé de 8 000 € à 5 000 €. L'apprenti est rémunéré en fonction de son âge, plus il est âgé plus l'entreprise paie ! Le secteur du BTP reste malgré tout un domaine d'activité à fort potentiel de recrutement.

Quelles sont les formations proposées dans la filière BTP et à qui s'adressent-elles ?

Pour répondre aux besoins des entreprises et du secteur public, notamment de France Travail, plusieurs titres professionnels de niveau 3 à 5 sont dispensés : chef d'équipe aménagement finition, conducteur de travaux, agent de maintenance des bâtiments, métallier (pour les métiers de serrurier métallier ou charpentier), peintre façadier itériste, maçon.

Ces formations s'adressent principalement à des personnes sorties du système scolaire, en reconversion professionnelle, à des demandeurs d'emploi. Leur durée ne va guère au-delà d'un an pour les formations équivalentes au CAP.

Des formations onéreuses et compliquées à monter ?

La principale difficulté est de concilier l'offre et la demande. Les formations, notamment dans le BTP, sont onéreuses car elles nécessitent parfois l'achat de matériel et de matière d'œuvre coûteux. La formation d'installateur en thermique et sanitaire pour devenir plombier peut coûter plus cher qu'une formation de niveau BTS, car le prix du cuivre est élevé.

Nous nous heurtons aussi à des difficultés d'ordre géographique. Lorsqu'une formation est organisée dans un lycée professionnel situé en Basse-Terre, par exemple, le lycée professionnel privé de Blanchet pour les formations du froid, il peut être compliqué pour le stagiaire résidant en Grande-Terre de s'y rendre. Ces contraintes de déplacement représentent un frein supplémentaire, tant en termes de temps que de coût de transport !

PARIS POUR L'EMPLOI DES OUTRE-MER



Jeudi 6 & Vendredi 7 Novembre 2025
Place de la Concorde Métro 1/8/12



OUTREMER-EMPLOI.FR

ICI, ON RECRUTE !

Votre espace Emploi EN OUTRE-MER

Emploi

L'INSERTION PAR LES MÉTIERS DE LA MER : DÉFI RELEVÉ !

L'association Kazarecycle s'est positionnée dès son lancement en 2009 sur une activité de recyclage et de valorisation et mène nombre d'actions fortes, innovantes et solidaires en faveur de l'environnement maritime. Franck Phazian, son créateur, en a également fait la première ressourcerie et conciergerie nautiques porteuses d'un chantier d'insertion.

Texte Anne de Tarragon - Photo Lou Denim



Ressourcerie et conciergerie nautique Kazarecycle

Dès 2012, Franck Phazian crée des équipes d'insertion par la voile traditionnelle à destination des jeunes des quartiers. « J'ai accompagné ces jeunes dans leur découverte du milieu marin. Ils ont construit un canot traditionnel sous la houlette d'Alain Foy aux Saintes, ont fait des entraînements en mer et préparé le Tour de Guadeloupe à la voile traditionnelle (TGVT) ». Ce projet connaît un immense succès : entre 2012 et 2025, sept canots sont construits et plusieurs équipages s'alignent au départ du TGVT puis Traditour.

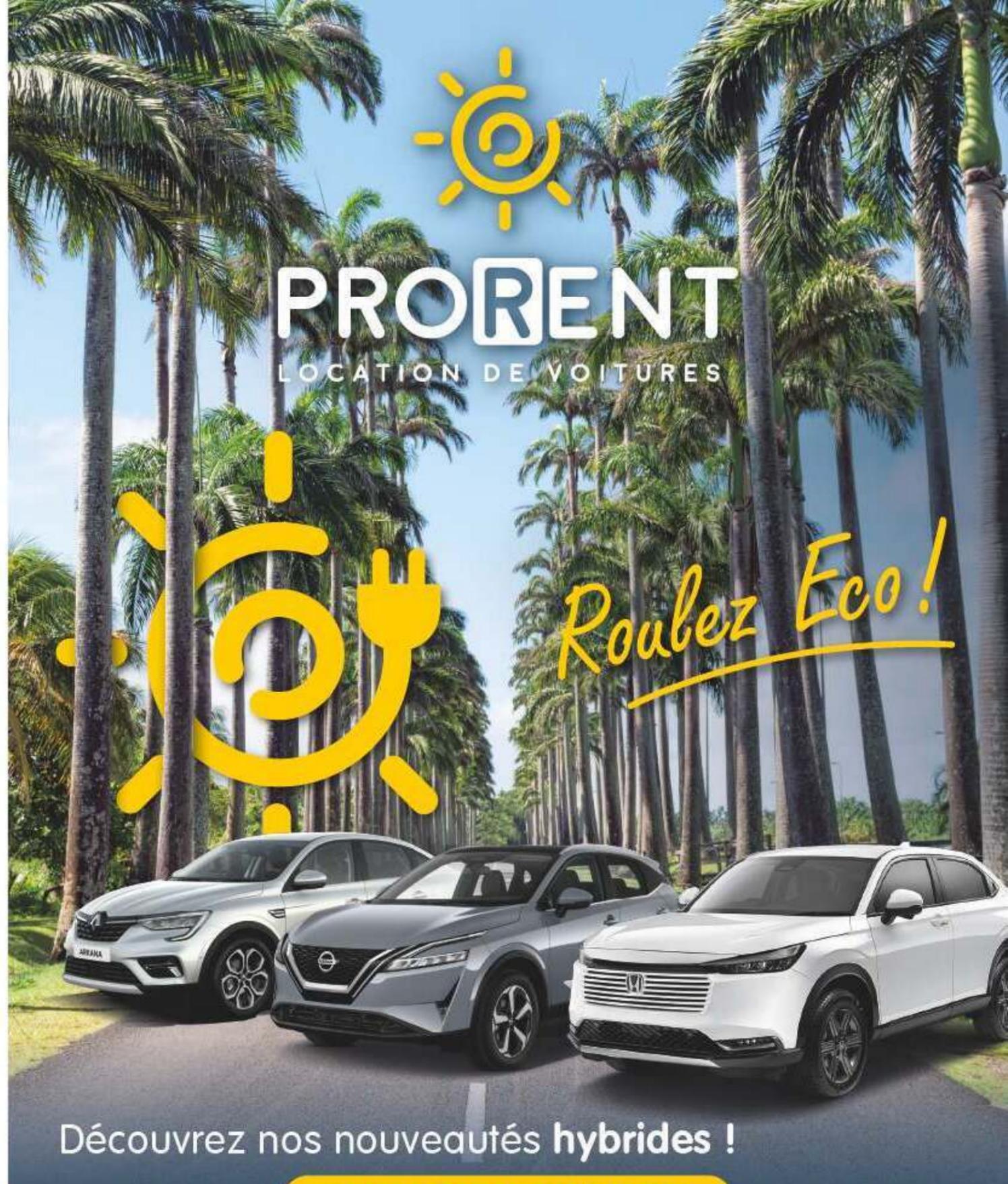
Mise en place d'un chantier d'insertion

Dès 2016, Franck étend son action à la préservation de l'environnement et à la découverte de l'économie bleue. Un projet sur les récifs artificiels est suivi attentivement par les scientifiques qui valident son efficacité. Son succès, humain et maritime, est récompensé par divers prix entre 2019 et 2025 (Concours Outre-mer de la Fondation « La France s'engage », Coup de Cœur AG2R La Mondiale et, sur trois ans, le prix de la Fondation de la mer SOS Corail). Ce serait mal connaître Franck Phazian que de penser qu'il s'arrête en si bon chemin ! Il prospecte, recueille des partenariats institutionnels et d'entreprises du milieu nautique et crée en juillet 2022 un chantier d'insertion sur le projet d'une ressourcerie et conciergerie nautiques. Une manière d'allier les aspects formation, social, environnemental et sensibilisation aux métiers de la mer.

De jeunes agents de maintenance en marine de plaisance...

« Les jeunes sont formés aux divers

métiers de la mer, afin de devenir des agents polyvalents : mécanique, voilerie, accastillage, électricité... Ils découvrent la mer via la voile traditionnelle, mais aussi la voile moderne : depuis 4 ans nous menons un projet solidaire alliant navigation sur un Class 40 et collecte de textiles usagés aux Saintes. Nous avons mis en place un CQP (certificat de qualification professionnelle) spécifique, agent en maintenance de marine de plaisance, dans lequel ont été intégrés des modules "recyclage", "plongée" et "permis bateau côtier" ». Dix jeunes, en formation depuis 15 mois, seront diplômés en novembre. « 4 seront embauchés en entreprises nautiques, d'autres ont le projet de monter leur entreprise d'entretien nautique. L'objectif insertion est atteint », se réjouit Franck Phazian. « C'est une magnifique histoire qui se construit. Quand on travaille sur la réinsertion, on doit prendre l'humain dans sa globalité. Faire de la voile, se former aux métiers de la mer, c'est sortir de l'exclusion, se reconstruire ».



PRORENT
LOCATION DE VOITURES

Roulez Eco!

Découvrez nos nouveautés hybrides !

www.pro-rent.com

LARGE CHOIX DE VEHICULES

TARIFS ATTRACTIFS

NAVETTE AEROPORT & PORT

Z.I. JARRY

228 RUE ALFRED LUMIERE

0590 26 73 44

reservationpro-rent@orange.fr



Prorent Guadeloupe

ÇA CHIFFRE : L'EMPLOI LOCAL EN 2025

À bonfilon, nous avons pour mission de rapprocher les candidats et entreprises des Antilles-Guyane afin que chacun y trouve son compte. Et pour mieux comprendre nos marchés du travail, à bien des égards tendus, nous nous appuyons sur des témoignages mais aussi sur des chiffres. Cela vous intéresse aussi ? On vous résume ce mois-ci les dernières données publiées sur le marché du travail en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane en 2024, ainsi que les besoins en ressources humaines en 2025.

Texte Axelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info



LES DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SONT 2,5 FOIS PLUS EN EMPLOI EN GUADELOUPE,

4 fois plus en Guyane et 2 fois plus en Martinique, par rapport aux personnes peu ou pas diplômées (c'est-à-dire détenant au maximum un niveau brevet des collèges). L'emploi des diplômés du supérieur recule cependant aux Antilles, tandis que l'emploi des peu ou pas diplômés progresse.

L'EMPLOI PROGRESSE DAVANTAGE POUR LES SENIORS (50-64 ANS)

que pour les jeunes. C'est + 5 points en Guadeloupe, + 4 points en Martinique. En Guyane, les seniors sont davantage en emploi que les autres catégories d'âge.

SEULS 1 À 3% DES CHÔMEURS DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

subissent le chômage de longue durée (chômage d'au moins un an) aux Antilles-Guyane, contre 8 à 23 % des chômeurs peu ou pas diplômés.

COMPTABLE EST LE MÉTIER LE PLUS RECHERCHÉ PAR LES RECRUTEURS

en Guyane, en Guadeloupe et en Martinique, pour un salaire allant de 1 760 € à près de 2 700 € brut mensuel.

2/3 DES FEMMES SONT EN EMPLOI EN MARTINIQUE,

la moitié des femmes en Guadeloupe et 1/3 des femmes en Guyane (-8 points de taux d'emploi par rapport aux hommes).

LES 15-29 ANS SONT PRÈS DE 2 FOIS MOINS INSÉRÉS

que les autres tranches d'âge sur le marché du travail en Guadeloupe et en Martinique, et près de 3 fois moins insérés en Guyane.

MOINS DE LA MOITIÉ DES GUYANAIS EN ÂGE DE TRAVAILLER SONT EN EMPLOI,

un taux stable autour de 40 %. L'emploi progresse en Guadeloupe (54 %) et reste stable en Martinique (61 %).

LES FEMMES ET LES 15-29 ANS

sont davantage concernés par le sous-emploi (c'est-à-dire le temps partiel subi).

3 SECTEURS RECRUTENT PARTICULIÈREMENT AUX ANTILLES-GUYANE :

1. Santé humaine et de l'action sociale
2. Construction
3. Services scientifiques, techniques, administratif & soutien

PLUS D'1 JEUNE DE 15-29 ANS SUR 3 N'EST NI EN ÉTUDES, NI EN EMPLOI, NI EN FORMATION (NEET) EN GUYANE

(34 %, en augmentation de 4 points en 1 an). C'est 21 % de NEET en Martinique et en Guadeloupe.

EN RÉSUMÉ !

Si le taux d'emploi est globalement stable ou en progression sur nos territoires, les jeunes de 15 à 29 ans ont manifestement du mal à s'insérer sur le marché du travail local. Leur taux d'emploi ne progresse pas, voire diminue, et l'écart avec l'Hexagone est particulièrement prononcé (de 19 à 29 points d'écart). Pour trouver du travail, le niveau de diplôme s'avère crucial, les personnes peu ou pas diplômées étant 2 à 6 fois plus en situation de chômage que les diplômés de l'enseignement supérieur.

Sources : Insee Analyses Guyane, N° 77 - septembre 2025, Insee Analyses Guadeloupe, N° 86 - septembre 2025, Insee Analyses Martinique, N° 78 - septembre 2025, France Travail, Enquête Besoins en Main-d'Œuvre 2025, France Travail & Dares, Difficulté de recrutement, 2024, France Travail, Offres d'emploi, Salaires, T1 2025



RETROUVEZ PLUS DE CONTENUS SUR L'EMPLOI SUR BONFILON.INFO



ANTILLES-GUYANE contact@bonfilon.info

Immobilier

SUCCESSION : UN ENJEU PATRIMONIAL MAJEUR

La question des successions est un véritable défi pour nos territoires : près de 30 à 40 % du parc immobilier y serait en indivision. Emmanuel Gauthier, vice-président de la **FNAIM Guadeloupe et Îles du Nord**, revient sur les enjeux, les blocages et les pistes d'amélioration pour fluidifier ces situations complexes.

Texte Joséphine Notte - Photo Lou Denim

Un patrimoine souvent bloqué

Aux Antilles-Guyane, les successions non réglées pèsent lourdement sur le marché immobilier. Beaucoup de biens restent figés depuis plusieurs générations, faute d'accord entre héritiers ou de démarches engagées à temps. La loi Letchimy, effective depuis 2018, est censée simplifier la sortie d'indivision : elle permet de donner priorité aux héritiers principaux et d'outre-passer le besoin d'unanimité de toutes les parties héritières. Elle reste cependant difficile à appliquer. « Régulariser une succession reste aujourd'hui une démarche lourde : les familles sont dispersées, parfois peu informées et n'arrivent pas à s'accorder », explique Emmanuel Gauthier.

Comment mener un parcours de succession fluide ?

« La première étape, c'est de consulter un notaire sur le sujet ». L'agent immobilier intervient ensuite pour réaliser un avis de valeur du bien : « C'est une base indispensable pour le notaire, notamment pour le calcul des droits de succession ». Les agences locales, en lien avec les services d'urbanisme, apportent aussi du conseil sur les contraintes de zonage et de plans locaux d'urbanisme. « Grâce à leur expérience, les agences immobilières de la FNAIM peuvent accompagner leurs clients sur l'ensemble du parcours, depuis la collecte des documents administratifs jusqu'à la signature de l'acte notarié. Leur rôle est également de les conseiller sur la revente, en conciliant les aspects économiques et affectifs », poursuit le vice-président qui souligne : « Beaucoup de familles se heurtent au coût des démarches liées à la succession : il faut donc anticiper avant le décès ». Les conseils de la FNAIM pour faciliter les successions : trois réflexes doivent devenir systématiques : d'abord se réunir en famille dans l'idéal avant le décès pour se consulter, parler d'une seule voix et éviter les blocages. Puis, entamer les démarches dans le mois qui suit le décès pour limiter les risques de dépasser les délais légaux.



Emmanuel Gauthier, vice-président FNAIM Guadeloupe et Îles du Nord

« Nos agences peuvent aider dans des successions immobilières complexes »

Et enfin, sensibiliser les personnes âgées à anticiper, car « on pense toujours que même après un départ, tout ira bien et l'entente va perdurer entre les héritiers, or, c'est rarement le cas, les successions mal gérées ont même tendance à déchirer des familles », rappelle le vice-président de la FNAIM. Parmi les solutions les plus courantes : faire un testament ou une donation de son vivant qui permet non seulement de réduire les frais, mais aussi de préserver la cohésion familiale. « La prise de conscience et l'anticipation sont les clefs pour que le patrimoine antillais reste une richesse partagée et non un poids hérité », conclut-il.



FNAIM Chambre Guadeloupe-Îles du Nord
fnaimgp971@gmail.com
0690960243

FIAT ROULE POUR ELLES



JUSQU'À
6 000€ DE REMISE*

FIAT 600E & GRANDE PANDA ÉLECTRIQUE



FIAT

FIAT 600E : Consommations min/max (Wh/km) : 152 - Émissions de CO2 (g/km) : 0 à l'usage. Jusqu'à 406 km d'autonomie électrique en WLTP.
NOUVELLE FIAT GRANDE PANDA : Consommations min/max (Wh/km) : 168 - Émissions de CO2 (g/km) : 0 à l'usage. Jusqu'à 320 km d'autonomie électrique en WLTP.

*Par exemple, offre TTC valable chez Fiat Guadeloupe, du 01/10/2025 au 31/10/2025, réservée aux particuliers, pour l'achat d'un véhicule neuf ou immatriculé Fiat Grande Panda Red électrique 44 kW, au prix coûtant de 34 990 €, moins une remise de 6 000€ soit un prix promotionnel de 28 990€, carte grise et kit de livraison inclus. Dans la limite des stocks disponibles et non cumulable avec d'autres offres promotionnelles en cours. Voir conditions en concession et sous erreur typographique. Photo non contractuelle.

Pensez à covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer

5 CHOSES À SAVOIR LE CDI INTÉRIMAIRE

En vigueur depuis 2014, le CDI intérimaire reste pourtant peu connu du grand public. En quoi consiste-t-il ? À qui s'adresse-t-il ? Quels sont ses objectifs et ses avantages tant pour les salariés que pour les entreprises ?

Texte Sarah Balay

1. UN DISPOSITIF VIEUX DE DIX ANS

Le CDI intérimaire (CDII) a vu le jour en 2013 dans le sillage d'un accord entre partenaires sociaux avec un objectif clair : offrir davantage de stabilité aux travailleurs intérimaires. Officiellement lancé en mars 2014, ce contrat un peu hybride combine la souplesse de l'intérim et la sécurité d'un CDI. Une petite révolution dans le monde du travail temporaire. Concrètement, ce contrat lie un salarié, non pas à une entreprise classique, mais à son agence d'intérim. Il devient ainsi un employé permanent de cette dernière qui l'envoie en mission dans différentes sociétés, selon les besoins. Même entre deux missions, le salarié continue d'être rémunéré avec un revenu minimum garanti souvent équivalent au SMIC.

2. UN CONTRAT DESTINÉ AUX PLUS FRAGILES

Le CDI intérimaire s'adresse à tous les salariés de l'intérim, quel que soit leur âge, leur niveau de qualification ou leur secteur d'activité. Il cible toutefois les personnes les plus exposées à la précarité sur le marché du travail : jeunes peu ou pas qualifiés, seniors, travailleurs en situation de handicap

ou présentant un niveau de qualification peu élevé et qui, de ce fait, se trouvent éloignées de l'emploi.

3. LES MÊMES GARANTIES QUE POUR UN CDI CLASSIQUE

Le CDI intérimaire permet de bénéficier de tous les avantages du CDI classique : un salaire mensuel garanti, cinq semaines de congés payés, un accès à la formation professionnelle pour faire évoluer sa carrière, un accès au prêt bancaire, etc. Mais aussi des bénéfices de l'intérim : des missions variées, un comité social et économique (CSE), une mutuelle, un compte épargne temps...

4. DES AVANTAGES POUR LES ENTREPRISES AUSSI

Pour les entreprises de travail temporaire (ETT) cela apporte une fidélisation des intérimaires, une meilleure gestion des compétences (formation possible), une image professionnelle renforcée (engagement dans la stabilité de l'emploi). Pour les entreprises utilisatrices, c'est un gain de temps (moins de gestion administrative) et un accès à des profils expérimentés et fidélisés.

5. UNE RÉFORME RÉCENTE : DES MISSIONS PLUS LONGUES

Jusqu'à 2019, la durée des missions dans une même entreprise était limitée (18 ou 24 mois). Aujourd'hui, un salarié peut rester aussi longtemps que nécessaire, tant que cela demeure dans le cadre de son contrat. Le CDII peut toutefois représenter un tremplin vers un emploi hors intérim. 67 % des ruptures de CDII sont suivies d'un recrutement au sein de l'entreprise utilisatrice.

EN CHIFFRES

- En avril 2025, le CDI intérimaire représente 43 700 ETP, soit 6,3 % des effectifs des agences d'emploi.
- En décembre 2022, l'emploi intérimaire dans les DROM a chuté de 7,7 % par rapport à décembre 2021. Une tendance à la baisse, comme dans l'Hexagone.



secretariatcaag@gmail.com

L'EXPERTISE APRÈS UN SINISTRE MATÉRIEL : UNE ÉTAPE INDISPENSABLE POUR SE RELEVER



Le rôle de l'expert

L'expert n'est pas seulement un technicien : c'est aussi un interlocuteur. Il chiffre la valeur des biens abîmés, identifie les causes du sinistre et propose des solutions concrètes de réparation ou de remplacement. Mais il joue aussi un rôle humain important, en accompagnant les assurés dans un moment difficile, en expliquant les étapes à venir et en veillant au respect du contrat d'assurance.

Et les délais ?

Dans la plupart des cas, l'expertise a lieu dans les jours ou semaines qui suivent la déclaration du sinistre. Lors de catastrophes naturelles, des délais particuliers sont fixés par la loi, une fois que l'arrêt officiel est publié. L'objectif reste toujours le même : permettre une indemnisation rapide, sans précipitation, et surtout adaptée à la réalité des pertes.

Un pas vers la reconstruction

Au-delà des chiffres et des constats, l'expertise marque le début d'un retour à la normale. C'est elle qui ouvre la voie à la réparation des logements, au remplacement du mobilier ou à la reprise d'activité pour les professionnels touchés. En d'autres mots : c'est grâce à cette étape que l'on peut tourner la page du sinistre et se projeter à nouveau vers l'avenir.

Pourquoi une expertise ?

Lorsqu'un incendie, une inondation ou un cyclone endommage une maison, l'émotion est forte et les dégâts parfois difficiles à estimer. L'expertise matérielle est alors une étape indispensable : elle permet de constater les dommages de manière objective et de préparer le chemin vers une indemnisation. C'est une façon d'éviter toute contestation et d'assurer que la réparation sera faite sur des bases solides.

Comment ça se passe ?

Après avoir déclaré le sinistre à son assureur, un expert est mandaté pour venir sur place. Il prend rendez-vous avec la famille sinistrée, visite les lieux, prend des photos, consulte les factures ou devis, et échange directement avec les habitants. Selon les cas, d'autres spécialistes peuvent intervenir : un ingénieur bâtiment, un technicien électroménager ou encore un garagiste pour les véhicules.

Petit plus

En cas de sinistres majeurs, les assureurs et experts locaux font appel à des experts de la Métropole pour avancer plus rapidement sur les expertises et donc les indemnisations.

De l'art de raconter des histoires

En octobre, deux événements nationaux rythment la vie culturelle : Biblis en folie (du 3 au 5 octobre) et les journées nationales de l'architecture (du 16 au 19 octobre). L'itinéraire du mois propose d'associer les deux. Déambulation autour de nos bibliothèques.

Texte Floriane Jean-Gilles



GUADELOUPE
LA MÉDIATHÈQUE CARAÏBE BETTINO LARA (LAMÉCA)

L'histoire du bâtiment est passionnante. Situé dans le quartier du Carmel, à Basse-Terre, l'édifice a été construit en lieu et place de l'église des Pères des Carmes, détruite vers 1759. Son architecture militaire, avec sa forme en U, s'explique par sa 1^{re} fonction : « magasin du Roy ». En 1891, le bâtiment accueille l'imprimerie du Gouvernement rebaptisée Imprimerie officielle, en août 1930. « Les bâtiments, longeant la Calle de Fer, aujourd'hui rue Bossant, dans lesquels se trouvaient, définitivement installés depuis 1891, tous les ateliers de l'imprimerie du Gouvernement, construction robuste et

plus d'une fois éprouvée, qui réunissaient les conditions d'espace et de clarté nécessaires », peut-on lire dans *Les dernières heures d'un établissement public 1788-1967 : le livre jaune de l'Imprimerie officielle de la Guadeloupe*. La médiathèque, de 1 500 m² sur 3 niveaux, est inaugurée en 1997 et baptisée Bettino Lara du nom de dernier directeur de l'Imprimerie officielle. Ouverte sur toutes les cultures caribéennes, Laméca abrite notamment le fonds Maryse Condé. L'auteure guadeloupéenne a fait don des 1 500 ouvrages que comptait sa bibliothèque privée afin de « laisser un souvenir utile à la jeunesse guadeloupéenne ».

Médiathèque Caraïbe Bettino Lara
 54, rue Amédée Fingarol
 97100 Basse-Terre



GUYANE
LA BIBLIOTHÈQUE ALEXANDRE FRANCONIE

Inaugurée en 1885, la bibliothèque Alexandre Franconie est la première bibliothèque publique de Guyane. L'immeuble, construit entre 1824 et 1842 sur une ossature en bois remplie de briques, est protégé au titre des Monuments historiques et abrite la bibliothèque sur deux niveaux. En 2021, l'immeuble faisait partie des sites sélectionnés par la Fondation du patrimoine pour sa rénovation. Son architecture est typique des demeures bourgeoises urbaines de l'époque : une toiture à pente forte et des balcons pour protéger les façades des intempéries, des combles ventilés à l'étage... Parmi les documents qui constituent le fonds patrimonial de la bibliothèque, soit plus de 10 000 documents, certains datent de 1660.

Bibliothèque Alexandre Franconie
 1, avenue Général de Gaulle
 97300 Cayenne



MARTINIQUE
LA BIBLIOTHÈQUE SCHŒLCHER

Dans son ouvrage *La Bibliothèque Schœlcher, un monument de la Martinique*, publié en 1991, Alice Achille interroge la légende selon laquelle la bibliothèque Schœlcher aurait été présentée en 1889, lors de l'Exposition universelle de Paris. « Pourtant aucun texte contemporain de l'édification de la Bibliothèque publié en Martinique, où l'on était fort attentif à l'histoire de la Bibliothèque, aucun des fort nombreux documents édités pour l'Exposition en métropole, aucune gravure, aucun plan, aucun article, aucune photographie, aucune pièce d'archive officielle, aucune des lettres de H. Picq qui pourrait en tirer quelque gloire, n'évoque cette présence », peut-on lire dans cet ouvrage. Même les dates ne concordent pas, car les premières pièces du bâtiment sont arrivées en Martinique en 1887. Le mythe est pourtant tenace, preuve que la célèbre Bibliothèque, devenue fleuron de l'architecture, n'a pas encore livré tous ses secrets... La Bibliothèque a été construite afin d'accueillir la collection personnelle de Victor Schœlcher dont il fit don à la Martinique en 1883. Malheureusement l'incendie du 22 juin 1890, qui ravagea Fort-de-France, emporta aussi les ouvrages de Schœlcher. Sur les 9 000 à 10 000 volumes légués, seuls 1 200 ont été sauvés.

Bibliothèque Schœlcher
 1, rue de la Liberté
 97262 Fort-de-France

02

LIFESTYLE

Bleu Klein : la couleur comme manifeste

Saturé, profond, presque surnaturel... Le bleu Klein, aussi appelé IKB (*International Klein Blue*), est bien plus qu'une simple teinte. Il est devenu une icône visuelle dans le paysage artistique, architectural et urbain contemporain. Photo Jean-Albert Coopmann

INSTANT DÉCO
avec GRANBLEU



Le bleu Klein a été utilisé dans le cadre de l'exposition « À l'affût du monde » de Serge Goudin-Thébia, à la Fondation Clément.

Le bleu Klein naît dans les années 1950, sous l'impulsion de Yves Klein, artiste français avant-gardiste. Refusant les codes traditionnels de la peinture, Klein cherche une expérience pure de la couleur, sans sujet, sans contour, sans narration. « Le bleu n'a pas de dimension, il est hors dimension », affirmait-il. En collaboration avec Édouard Adam, un marchand de couleurs parisien, il met au point une formule unique à base de bleu outremer 1311, un pigment ultramarine synthétique d'une intensité rarement égalée, fixé à l'aide d'un liant transparent breveté, qui permet de conserver toute sa profondeur. Ce pigment donnera naissance à l'IKB, déposé à l'Institut national de la propriété industrielle en 1960, non pas comme une couleur, mais comme une idée.

UNE ŒUVRE MONOCHROME, MAIS JAMAIS MONOTONE

Le bleu Klein est au cœur de la série des monochromes qui ont rendu Yves Klein célèbre. Contrairement à d'autres abstractions de l'époque, ses toiles ne cherchent pas la forme mais l'intensité de la perception. Le spectateur ne regarde pas : il ressent. À travers ses toiles, ses performances (les Anthropométries), ses sculptures épurées (comme la *Victoire de Samothrace* peinte en IKB), Klein fait du bleu un manifeste spirituel. Au fil des décennies, le bleu Klein a dépassé le cadre de l'art contemporain pour devenir un acteur à part entière de notre environnement visuel. Plusieurs projets architecturaux ou urbains ont fait le choix de cette couleur pour affirmer une esthétique singulière.

LE BLEU KLEIN DANS LA DÉCORATION CONTEMPORAINE

Dans les intérieurs, le bleu Klein séduit par sa tension entre puissance et élégance. Il s'invite sur un mur d'accent dans un salon ou une galerie, dans une entrée monochrome qui devient œuvre en soi, sur du mobilier sculptural, des textiles (rideaux, velours, lin lavé) ou même sur des pièces artistiques (vases, appliques, tableaux). À mi-chemin entre le bleu Majorelle, le bleu électrique et le bleu roi, l'IKB capte la lumière différemment selon les textures et révèle toute sa puissance sur des finitions mates ou satinées. Chez GRANBLEU, ce bleu est un clin d'œil au voyage, à l'audace et à l'émotion brute. Il trouve naturellement sa place dans notre sélection de teintes fortes, comme symbole de singularité et de profondeur. Plus de 60 ans après sa création, l'IKB n'a pas vieilli. Il continue de vibrer, d'inspirer, de provoquer. Yves Klein a inventé une couleur qui n'est pas une couleur, mais un langage. Une teinte qui traverse les disciplines, les époques, les continents. Une couleur qui habille autant les murs des galeries que ceux de nos villes ou de nos maisons.



03

LIFESTYLE

45 MINUTES
(ou presque)
pour mieux comprendre

VOUS AVEZ DIT LA « LOI DUPLOMB » ?

Le 17 septembre dernier, la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale a voté à l'unanimité en faveur de l'examen de la pétition « Non à la loi Duplomb - Pour la santé, la sécurité, l'intelligence collective », qui a recueilli plus de 2 millions de signatures. Une première sous la Ve République. Retour sur le parcours rocambolesque de cette loi.

Texte Floriane Jean-Gilles - Photo gettyimages



- « Loi Duplomb » : les députés votent la motion de rejet ...**
Le Monde avec AFP
 26 mai : la proposition de loi Duplomb est renvoyée à la suite d'une motion de rejet préalable, rendant le débat impossible. 3:00
- Loi Duplomb : quelle régression écologique ?**
Questions du soir : l'idée - France culture
 Un éclairage sur les risques et enjeux de la réintroduction de l'acétamipride, pesticide interdit en France depuis 2018. 25:07
- Néonicotinoïdes, mégabassines... : la CMP sur la loi « Duplomb » est conclusive, un vote prévu le 8 juillet à l'Assemblée - Par Anne-Charlotte Dusseaux - LCP Assemblée nationale**
 30 juin : un accord est trouvé sur la proposition de loi examinée en commission mixte paritaire (CMP). 3:15
- Pourquoi la loi Duplomb est-elle si controversée ? Comprendre en trois minutes - Par Allison Zarouri et Arthur Navet - Le Monde**
 8 juillet : la loi Duplomb est adoptée par l'Assemblée nationale. 3:46
- Loi Duplomb : qui est Éléonore Pattery à l'origine de la pétition qui remporte un succès inédit ? - Franceinfo**
 10 juillet : en réaction à l'adoption de la loi. Une discrète étudiante en master lance une pétition. Au 15 septembre, la pétition comptait 2 129 866 signatures : un succès inédit. 3:00
- Loi Duplomb : le Conseil constitutionnel juge la réintroduction de l'acétamipride non conforme à la Constitution - Par Florian Chaaban - Toute l'Europe.eu**
 7 août : le Conseil constitutionnel censure l'article 2 de la loi. 3:30
- La loi Duplomb promulguée par Emmanuel Macron, voici ce qu'elle contient après la censure de l'article phare - Par Marie Haynes - Le Huffpost**
 12 août : Emmanuel Macron promulgue la loi Duplomb. Zoom sur les points phares de la loi. 2:30



Retrouvez la playlist complète

Trois vidéos, trois regards forts sur notre société

EWAG BUZZ

Ce mois-ci, vous avez été des milliers à réagir à des témoignages poignants, des débats culinaires animés et des bons plans mode engagés. Voici les contenus qui ont fait vibrer nos plateformes.



JULIA DELANNAY, LA RÉSILIENCE INCARNÉE

« On m'a retiré deux tiers de mon rectum. » À 32 ans, Julia Delannay découvre qu'elle est atteinte d'un cancer du rectum. 12 chimios. Une opération. 4 cicatrices. Une peur : la récurrence. Un témoignage vrai et nécessaire, soutenu par l'ARS Martinique.

▶ 182 k vues

♥ 7,3 k interactions



SUR UNE TABLE ANTILLAISE, IL NE MANQUE JAMAIS DE... ?

On est allé vous poser la question. Accras, piment, rhum... chacun a son avis, et ça fait débat ! Entre classiques indétronables et réponses inattendues, une chose est sûre : cette vidéo nous met l'eau à la bouche.

▶ 118 k vues

♥ 3,4 k interactions



@EWAG.FR



MODE ÉCO-RESPONSABLE : NOS ADRESSES FÉTICHES

Dans ce premier épisode des Tops by EWAG, notre journaliste Léo partage ses adresses fétiches en Martinique pour une mode responsable et stylée. Des bons plans pour consommer moins mais mieux, et toujours avec flow.

▶ 69,5 k vues

♥ 3,1 k interactions



RIMÈD
By EWAG

Le mag santé qui nous ressemble

Comme Noémie, suivez-nous sur nos réseaux **Rimèdbyewag**



Guadeloupe - Guyane - Martinique

Pour recevoir le mag santé en avant-première scannez-moi



Si *Peau d'Âne* m'était conté...

« Si *Peau d'Âne* m'était conté, j'y prendrais un plaisir extrême, le monde est vieux, dit-on : je le crois, cependant il le faut amuser encore comme un enfant », disait La Fontaine en préface à ses *Fables*.

Il faut donc toucher l'âme d'enfant qui dort en chacun de nous. C'est bien le pari qu'a fait Walt Disney, en 1937, avec *Blanche Neige et les sept nains*, premier long-métrage d'animation auquel personne ne croyait : les techniques artistiques, tout comme le budget de production, sont du jamais vu. À sa sortie les critiques sont enthousiastes. Succès qui ne s'est jamais plus démenti pour les films d'animation et qui atteint son apogée avec *Le Roi Lion*, adaptation animalière dans la savane de la pièce de *Hamlet* de Shakespeare où l'on retrouve un condensé d'émotions intenses avec la mort du père, la vengeance et l'initiation. Émotions plus légères à affronter grâce aux personnages imaginaires du dessin animé.

C'est aussi ce que pensait Charles Perrault, dans sa préface des *Contes de ma mère l'Oye*, qui regrettait que des esprits guindés ne goûtent que « le pompeux et le sublime » et ne sachent pas apprécier des contes « d'ogres et de fées » qui laissent plus de place à l'imagination et à la fantaisie.

La « fantasy » contemporaine est apparue à la fin du XIX^e siècle où l'action se déroule dans des mondes imaginaires peuplés d'êtres sumaturels. En plongeant dans ces mondes, les lecteurs visualisent des paysages, des créatures et des événements extraordinaires. Tolkien, créateur de *Hobbit* (1937) et du *Seigneur des Anneaux* (1954), défend une conception très noble de la Faërie, cette « joie » qui est « au-delà des portes du monde », qui nous fait porter un regard renouvelé, purifié, sur la réalité, et « console » de ses laideurs. Ce qui nous permet d'oublier notre vieux monde et de retrouver notre regard d'enfant, prêt à s'étonner et à s'interroger comme *Le Petit Prince* de Saint-Exupéry. Ce dernier a d'ailleurs reconnu qu'il aurait « aimé commencer cette histoire à la façon des contes de fées ».

La prochaine fois que vous lirez un conte laissez-vous, vous aussi, entraîner par les fées, autrement dit par votre imagination...



Novembre/Décembre 2025

À quoi mesure-t-on l'excellence ?

EWAG 360°

GUYAMAG KARUMAG MADINMAG

Quand l'Innovation locale change la donne !

Dans ce dossier, cinq applications 100 % locales prouvent que le numérique peut être un levier puissant pour transformer les habitudes. Gaspiz, Kiprix et trois autres pépites tech ont un point commun : elles sont nées ici, pour ici, et elles bousculent les codes.



VIDÉOS

Des Idées qui naissent ici, des talents qui font bouger les lignes. Nos vidéos racontent l'innovation, la santé, la culture...

À travers des formats courts et humains, on donne la parole à celles et ceux qui construisent demain. À voir sur Instagram, Facebook, Tiktok, Youtube et LinkedIn : @ewag.fr

ÉVÉNEMENT

Et si on repensait l'excellence ?

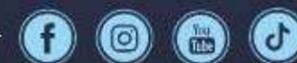
EWAG s'associe à de grands événements en local et à l'échelle nationale. Du Forum Mondial de l'ESS à Bordeaux, au Salon Paris pour l'emploi, en passant par Innovation Outre-Mer à Station F ou le CIDS en Guadeloupe... Autant d'occasions de porter la voix des Outre-mer, de valoriser les talents et de créer des passerelles.

Vous souhaitez communiquer ?
CONTACTEZ-NOUS

GUYANE
0694 26 55 61

GUADELOUPE / SAINT-MARTIN
0690 37 54 82 / 0690 27 82 22

MARTINIQUE
0696 07 62 64 / 0696 81 60 43



DB Digicel Business

**Découvrez nos
Offres Rentrée Pro**

-25%*
de remise

**Sur les forfaits
No Limits et
LIFE Pro 20Go**



Retrouvez nos offres entreprises sur [digicelbusiness.fr](https://www.digicelbusiness.fr)

COMMENT NOUS CONTACTER

Pour plus d'informations :

Par mail : business@digicelgroup.fr

Par internet : www.digicelbusiness.fr

Par téléphone : **0 809 100 567** Service gratuit
+ prix appel



DigicelBusiness.fr

*Offre valable du 1er octobre au 30 novembre 2025 Inklus, réservée aux clients professionnels. Remise de 25 % sur le montant de l'abonnement mensuel des forfaits Life Pro 20Go et No Limits avec un engagement de 24 mois, pendant 3 mois. Offre valable uniquement pour l'ouverture d'une nouvelle ligne. Remise non cumulable avec d'autres promotions en cours.